



Études économiques de l'OCDE INDONÉSIE

MARS 2015

SYNTHÈSE



Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Résumé

- *Principales conclusions*
- *Principales recommandations*

Principales conclusions

Enjeux de la politique macroéconomique. L'économie indonésienne a été exceptionnellement performante durant toute la décennie qui a suivi la crise asiatique, aidée en cela par un cadre macroéconomique prudent et par les solides réformes stratégiques alors engagées, dont les effets positifs continuent de se faire sentir. Cela étant, la croissance a marqué le pas ces dernières années, à la suite du tassement de la demande internationale et de la modeste croissance des investissements découlant de la baisse des prix des matières premières, mais aussi de l'aggravation des incertitudes relatives à la réglementation et de l'existence de goulets d'étranglement au niveau des infrastructures. L'Indonésie est encore en phase de rattrapage de la croissance, mais le rythme des réformes a ralenti ces dernières années et des mesures protectionnistes ont été adoptées. Des facteurs internes et externes continueront de compliquer la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour assurer une amélioration constante des niveaux de vie de toute la population du pays, il sera nécessaire de maintenir la stabilité macroéconomique, d'adopter toute une série de réformes structurelles et de créer une marge de manœuvre budgétaire afin d'accroître les dépenses publiques dans des domaines prioritaires comme l'éducation, la santé, la réduction de la pauvreté et les infrastructures. À cet égard, la suppression récente de la plupart des subventions aux combustibles est une mesure bienvenue. Toutefois, la faiblesse des prix des produits de base à l'exportation et le ralentissement de la croissance signifient qu'un supplément de marge de manœuvre devra résulter d'un relèvement ciblé des recettes fiscales qui sont actuellement peu élevées. Il existe également un potentiel d'amélioration de l'efficacité et du ciblage des dépenses publiques, tant au niveau central qu'infranational.

Mise en œuvre de politiques à l'appui d'une croissance inclusive et durable. L'Indonésie a réalisé des progrès impressionnants sur le front de la pauvreté, aidée par une forte croissance du revenu par habitant et des programmes de plus en plus efficaces et de mieux en mieux ciblés de réduction de la pauvreté. Cela étant, les inégalités de revenu sont importantes et se sont même creusées ces dix dernières années. La panoplie actuelle de programmes sociaux, notamment les transferts monétaires subordonnés à l'assiduité scolaire et un programme subventionné d'approvisionnement en riz, n'est pas bien ciblée en dépit des avancées réalisées pour instaurer un registre unique des ménages vulnérables. La congestion des réseaux de transport et les goulets d'étranglement logistiques empêchent une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales et pèsent plus généralement sur la croissance. Les investissements dans la production d'électricité et le traitement des eaux sont également à la traîne. Si les résultats du PISA sont conformes au stade actuel de développement de l'Indonésie, le système éducatif pâtit encore de graves problèmes de qualité et d'accessibilité.

Amélioration du cadre réglementaire et lutte contre la corruption. Certains dispositifs institutionnels entravent le développement économique et social, inhibant la création d'entreprises et freinant les projets de développement de celles qui sont en activité. Le manque d'harmonisation et de cohérence entre les législations et réglementations nationales et infranationales continue de poser un problème. Les autorités intensifient la lutte contre la corruption, notamment par la mise en place et le développement de la Commission d'éradication de la corruption. Les capacités de la fonction publique sont également disparates, tant à l'échelon central qu'infranational, entravant l'activité des entreprises et décourageant l'investissement tant intérieur qu'extérieur. L'exécution du budget à tous les niveaux de l'État reste également un problème.

Gestion des ressources naturelles et lutte contre la dégradation de l'environnement. L'Indonésie possède des ressources naturelles en abondance, mais sa géographie et le sous-développement de son infrastructure de transport l'empêchent d'en tirer pleinement parti dans l'intérêt de tous ses habitants. La sous-exploitation et la mauvaise gestion des ressources sont à l'origine du déclin du secteur énergétique. L'efficacité des centrales à charbon est faible. Pour certains minéraux, la mise en œuvre, en 2014, de l'interdiction d'exportation des minerais (pour favoriser leur traitement dans le pays) a renforcé les incertitudes. Le secteur agricole pâtit d'un retard en matière de productivité, d'un soutien à mauvais escient des cultures vivrières de base (comme le riz, le

maïs et le soja) et d'un manque de diversification. Les retombées sur l'environnement, notamment les émissions de gaz à effet de serre et la déforestation, sont aggravées par le rôle central occupé par les combustibles fossiles et la disparité de la mise en œuvre des législations et réglementations en vigueur.

Principales recommandations

Faire face aux enjeux de la politique macroéconomique

- La Banque d'Indonésie devrait rester prudente vis-à-vis des politiques monétaire et macroprudentielle compte tenu des facteurs internes et externes.
- Augmenter les recettes fiscales de l'État afin de financer la nécessaire hausse à long terme des dépenses publiques, en ramenant un plus grand nombre de travailleurs indépendants dans le filet fiscal et en renforçant l'efficacité de la collecte des impôts.

Mettre en œuvre des politiques au service d'une croissance inclusive et durable

- Augmenter les dépenses publiques d'infrastructure. Mettre l'accent sur les transports et sur la logistique afin d'aider l'industrie, ainsi que sur la prévention des catastrophes naturelles et le traitement des eaux.
- Éviter les mesures protectionnistes qui limitent l'ouverture aux échanges et à l'investissement étranger et dont les retombées en termes de développement sont incertaines.
- Renforcer et améliorer encore le ciblage des dépenses consacrées à la réduction de la pauvreté et aux mesures de santé.
- Consacrer davantage de ressources publiques à l'amélioration de l'accès à l'éducation et ses retombées. Poursuivre le programme d'évaluations périodiques et de développement professionnel des enseignants et aligner davantage leur salaire sur leurs diplômes et leurs résultats.
- Renforcer l'inclusivité financière en développant encore la banque en ligne, en tirant les enseignements de l'expérience de pays comme l'Inde, le Mexique, les Philippines ou le Kenya.
- S'attaquer au travail informel en réduisant les rigidités du secteur formel, en renforçant l'efficacité du système de prélèvements et de prestations pour réduire la pauvreté et en ciblant d'autres prestations sociales.

Améliorer le cadre réglementaire et lutter contre la corruption

- Améliorer des dispositifs de prévention de la corruption et continuer parallèlement à intensifier les efforts de lutte contre toutes les formes de corruption.
- Accroître le soutien aux administrations infranationales en vue de renforcer leurs capacités, en s'assurant notamment que l'administration centrale leur procure une assistance technique et administrative.

Gérer les ressources naturelles et lutter contre la dégradation de l'environnement

- Réorienter l'interdiction d'exportation des minerais en se fondant sur une évaluation des coûts et des avantages découlant du traitement de chaque minerai en Indonésie. Mettre des infrastructures et de l'électricité à la disposition des nouvelles fonderies.
- Accroître la productivité agricole en fournissant assistance et formation techniques, y compris par le biais d'accords de partenariat entre les petits propriétaires et les grandes exploitations. Favoriser l'accès des exploitants agricoles au crédit en accélérant l'acquisition de titres fonciers. Faire baisser les prix des denrées alimentaires en assouplissant les restrictions aux échanges.

- Consacrer plus de ressources à faire respecter les lois contre les activités illégales de déforestation, d'abattage des arbres et d'exploitation minière.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre en valorisant davantage l'électricité verte, en particulier géothermique.

Évaluation et recommandations

- *Évolutions macroéconomiques récentes et perspectives à court terme*
- *Politiques monétaire et financière*
- *La situation budgétaire est solide, mais le budget de l'État est modeste*
- *Augmenter les recettes publiques*
- *Améliorer les niveaux de vie en favorisant une croissance inclusive à long terme*
- *Lutter contre la pauvreté et les inégalités*
- *Améliorer l'efficacité du cadre réglementaire et de la fonction publique*
- *Tirer le meilleur parti des ressources naturelles tout en préservant l'environnement*

L'Indonésie a bénéficié d'une croissance vigoureuse et stable au cours de la quinzaine d'années qui a suivi la crise asiatique (tableau 1). Cette performance a été rendue possible, dans une large mesure, par les réformes des politiques publiques engagées durant cette période, notamment la mise en place d'un solide cadre macroéconomique. La croissance a été largement stimulée par la demande intérieure, la consommation des ménages

Tableau 1. Échantillon d'indicateurs concernant l'Indonésie

	1995	2000	2005	2011	2012	2013	2014 ¹
Population							
Total, en millions	205.9	208.9	224.5	243.8	246.9	249.9	252.8
Répartition par âge							
0-14	33.6	30.7	30.0	29.6	29.3	28.9	28.5
15-65	62.2	64.7	65.1	65.3	65.6	65.9	66.2
65+	4.2	4.7	4.9	5.1	5.1	5.2	5.3
Taux de pauvreté absolue (en %) ²		19.1	16.0	12.4	11.7	11.5	11.0
Coefficient de Gini		0.30	0.36	0.41	0.41	0.41	
Taux net de scolarisation (enseignement secondaire, en %)				67.5	70.7		
Emploi et inflation							
Emploi (en millions)	80.1	89.8	95.4	107.4	112.5	112.8	114.6
Emploi informel (en % de l'emploi)			70.5	63.9	61.4	60.1	59.6
Taux de chômage (en %)	7.2	6.1	10.5	7.5	6.1	6.2	5.9
Hausse de l'IPC (en %, fin d'année)	9.0	9.3	17.1	3.8	4.3	7.7	8.4
Offre et demande							
PIB (en milliers de milliards de roupies courantes)							
	546.4	1520.7	3035.6	7831.7	8615.7	9524.7	10542.7
PIB (en milliards de dollars courants)							
	243.6	182.4	313.2	894.3	921.4	916.8	888.8
Croissance du PIB (réel, en %)							
	8.2	4.9	5.7	6.2	6.0	5.6	5.0
Taux de croissance du PIB par habitant (réel, en %)							
	6.1	5.1	4.2	4.8	4.7	4.3	3.8
Demande (croissance, en %)							
Consommation privée							
	12.6	1.6	4.0	5.1	5.5	5.4	5.3
Consommation publique							
	1.3	6.5	6.6	5.5	4.5	6.9	2.0
Investissements fixes bruts							
	10.3	10.8	9.5	7.9	12.2	3.9	6.3
Exportations							
	14.0	16.7	10.9	8.9	9.1	5.3	4.1
Importations							
	7.7	26.5	16.6	14.8	1.6	4.2	1.0
Offre (en % du PIB nominal)							
Agriculture							
		14.3	13.1	14.7	14.5	14.4	14.3
Extractions minières							
		11.0	11.1	11.8	11.8	11.3	10.5
Activités manufacturières							
		25.4	27.4	24.3	24.0	23.7	23.7
Services ³							
		49.4	48.3	49.1	49.7	50.6	51.5
Finances publiques (administration d'État, en % du PIB)							
Recettes							
	13.1	13.5	16.3	15.5	15.5	15.1	15.5
Dépenses							
	12.0	14.6	16.8	16.5	17.3	17.3	17.8
Solde nominal (administration d'État)							
	1.1	-1.1	-0.5	-1.1	-1.8	-2.2	-2.3
Dettes brutes (administrations publiques)							
		81.1	43.3	23.1	23.0	24.9	24.4
Balance des paiements (en % du PIB)							
Balance commerciale (biens)							
	2.7	13.7	5.6	3.8	0.9	0.6	0.8
Balance des opérations courantes							
	-2.6	4.9	0.1	0.2	-2.8	-3.2	-3.0
En milliards de dollars							
	-6.4	8.0	0.3	1.7	-24.4	-29.1	-26.2
Réserves internationales (brutes, en milliards de dollars)							
			34.7	110.1	112.8	99.4	111.9
Encours de la dette extérieure							
		77.7	41.7	25.2	27.4	29.0	32.9

1. Estimations.

2. Pourcentage d'individus vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, ce dernier représentant la valeur des dépenses mensuelles par habitant nécessaires pour maintenir des conditions de vie décentes.

3. Y compris l'électricité, le gaz, l'eau et la construction.

Source : Statistics Indonesia, États financiers de l'État (vérifiés), Banque mondiale et calculs de l'OCDE.

constituant en particulier un fondement ferme et solide. Les conditions prévalant sur le marché du travail se sont améliorées et ces progrès, conjugués à l'efficacité accrue des programmes de réduction de la pauvreté, ont contribué à consolider les revenus et la confiance des ménages. Le secteur extérieur a également joué un rôle important, notamment en raison de la demande mondiale d'exportations de produits de base. Le rythme des réformes a ralenti, ce qui peut en partie expliquer la récente décélération de la croissance de la production.

L'ampleur des gains par habitant et les mesures publiques de plus en plus efficaces et de mieux en mieux ciblées ont contribué à réduire la pauvreté. Cela étant, les inégalités de revenu, mesurées par le coefficient de Gini, se sont creusées au fil de la dernière décennie. Le revenu annuel par habitant est d'environ 9 300 USD à parité de pouvoir d'achat et une proportion importante de la main-d'œuvre travaille encore dans un secteur agricole dont la productivité est faible. L'Indonésie se trouve donc bien encore au cœur de la phase de rattrapage du développement économique. Pour assurer une croissance forte et inclusive sur la durée, il lui faudra augmenter sans relâche les dépenses qu'elle consacre à l'éducation, à la santé, à la réduction de la pauvreté et aux infrastructures. Pour cela, il lui faudra parallèlement accroître ses recettes et procéder à une nouvelle hiérarchisation des dépenses. La décision prise récemment de revoir à la baisse les subventions aux combustibles fossiles a été une mesure louable en ce sens. L'Indonésie devra en outre exploiter au mieux l'abondance de ses ressources naturelles afin de stimuler son développement, en levant des investissements et en améliorant son cadre réglementaire. Les résultats en matière d'environnement restent médiocres compte tenu de la place centrale des combustibles fossiles, ainsi que de la mise en œuvre insuffisante des lois et réglementations en vigueur, en particulier en ce qui concerne l'exploitation forestière.

Les principaux messages de la présente *Étude économique* sont les suivants :

- La croissance a été forte dans les quinze années qui ont suivi la crise asiatique mais a ralenti ces dernières années, en raison du tassement de la demande internationale, de la baisse des prix des matières premières et de la faible hausse des investissements découlant en grande partie de l'aggravation des incertitudes vis-à-vis de la réglementation et des goulets d'étranglement existant au niveau des infrastructures.
- Le rythme des réformes doit s'accélérer en raison de l'accumulation de réformes structurelles et d'investissements publics indispensables qui n'ont pas encore été engagés. Cela étant, certaines des orientations prises par les responsables de l'action publique, notamment protectionnistes, sont préoccupantes.
- Une saine croissance par habitant et le développement des programmes de protection sociale ont contribué à réduire nettement la pauvreté. Cela étant, les inégalités de revenu se sont creusées et le filet de protection sociale doit être encore renforcé.
- L'Indonésie peut en outre mieux exploiter l'abondance de ses ressources naturelles en augmentant la productivité du secteur agricole, en améliorant le rendement de ses centrales au charbon et en privilégiant progressivement les énergies renouvelables, en particulier l'énergie géothermique.

Évolutions macroéconomiques récentes et perspectives à court terme

Depuis 2012, l'économie indonésienne a connu un grand nombre de turbulences. En 2013, la croissance de son PIB a été inférieure à 6 % pour la première fois depuis la crise financière et a continué de s'infléchir tout au long de 2014. En dépit de ce ralentissement, l'Indonésie a connu une croissance économique supérieure à celle de ses pairs de l'ASEAN (graphique 1). Ce résultat peut être attribué à la fois à une base de consommateurs solide et à de saines politiques macroéconomiques, comme le ciblage de l'inflation et la prudence budgétaire. Jusqu'à la mi-2014, la consommation a été soutenue par l'affermissement de la confiance, les transferts monétaires en faveur des familles pauvres, de fortes augmentations salariales et l'amélioration des débouchés professionnels des diplômés.

Malgré l'envolée des exportations dans les derniers mois de 2013, du fait des achats à terme de minerais avant la mise en œuvre de l'interdiction pesant sur leur exportation, la contribution de la demande extérieure à la croissance a été décevante, exacerbant les préoccupations relatives à la balance des opérations courantes à compter de la mi-2011 puis de nouveau à la mi-2014. L'investissement a également marqué le pas en 2013-14, en raison du ralentissement des investissements dans la fabrication de machines et les équipements de transport (graphique 2). Cette décélération des investissements devrait être une préoccupation, non seulement en raison de ses effets sur la productivité mais aussi du fait de la contribution croissante des investissements au PIB qui était d'un quart en 2013, contre 1/5^e en 2000.

Graphique 1. Niveau du PIB réel d'une sélection de pays de l'ASEAN

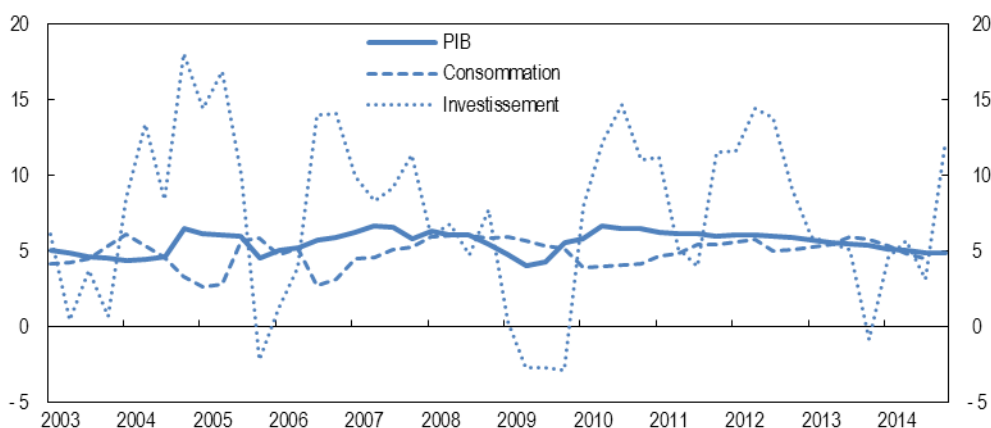
T1 2008 = 100



Source : Bureaux des statistiques des différents pays.

Graphique 2. Progression du PIB réel, de la consommation et de l'investissement en Indonésie

Variations en pourcentage en glissement annuel



Source : Comptes nationaux trimestriels, base de données de l'OCDE.

La croissance de l'économie a été de 5 % en 2014 et devrait s'accélérer quelque peu en 2015 et en 2016, à la suite de l'accélération des exportations dû à la baisse du taux de change et au redressement des investissements publics (tableau 2). L'expansion rapide de la classe moyenne, conjuguée à l'amélioration de la confiance, contribuera également à soutenir la consommation et à stimuler l'investissement privé. Si la dépréciation de la monnaie aidera à réduire les importations, cette évolution sera en partie neutralisée par la

vigueur de la demande intérieure, d'où un déficit élevé persistant de la balance des opérations courantes. Même si l'inflation sous-jacente reste faible et si la balance des opérations courantes se stabilise, la Banque d'Indonésie doit rester prudente concernant les taux directeurs, étant donné en particulier la dépendance chronique du pays vis-à-vis de sources extérieures de financement dans un contexte d'incertitude financière mondiale. Le déficit budgétaire est resté élevé en 2014, en raison, en partie, du recul des recettes provenant des industries extractives à mesure que les prix des produits de base refluaient. Le solde budgétaire devrait rester modérément déficitaire, ce qui est approprié.

Tableau 2. **Prévisions économiques de l'OCDE pour l'Indonésie**

	2012	2013	2014	2015	2016
Croissance du PIB réel	6.0	5.6	5.0	5.3	5.9
Hausse de l'IPC	4.3	6.4	6.4	4.8	4.0
Taux d'intérêt à court terme	5.9	6.3	8.8	7.0	6.6
Solde budgétaire (en % du PIB)	-1.9	-2.2	-2.4	-2.0	-1.8
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-2.8	-3.2	-3.0	-2.8	-2.5

Note : La croissance du PIB réel et l'inflation sont définis en termes de variations en % par rapport à la période précédente.

Source : Estimations de l'OCDE.

Les risques de dégradation par rapport aux prévisions – principalement extérieurs – prédominent nettement. De fait, le redressement de la demande des partenaires commerciaux, en particulier de la Chine, pourrait être moins rapide que prévu et le recul des prix des produits de base pourrait s'accroître. Si les marchés financiers ont en partie pris en compte la normalisation imminente de la politique monétaire des États-Unis, l'Indonésie reste vulnérable face à une augmentation des taux d'intérêt internationaux dans la mesure où ses besoins de financement extérieur restent importants. Les catastrophes naturelles demeurent par ailleurs un risque omniprésent qui fragilise la capacité de résistance de la croissance. L'Indonésie est particulièrement exposée aux catastrophes naturelles telles que tremblements de terre, tsunamis ou encore éruptions volcaniques. Entre 2000 et 2014, près de 200 000 personnes ont trouvé la mort dans des catastrophes naturelles en Indonésie, où le taux de mortalité par habitant est quatre fois plus élevé que la moyenne asiatique mais aussi mondiale (CRED, 2015). Enfin, les élections de 2014 ont débouché sur un équilibre peu clair des forces politiques. De ce fait, le nouveau Président se trouve face au défi de faire adopter son ambitieux programme de réformes par un parlement dans lequel ses alliés ne sont pas majoritaires. Dans ce contexte, la tentation reste forte de s'en remettre à des mesures protectionnistes malavisées mais politiquement populaires dont les conséquences à long terme ne sont pas propices à un développement inclusif et durable.

Politiques monétaire et financière

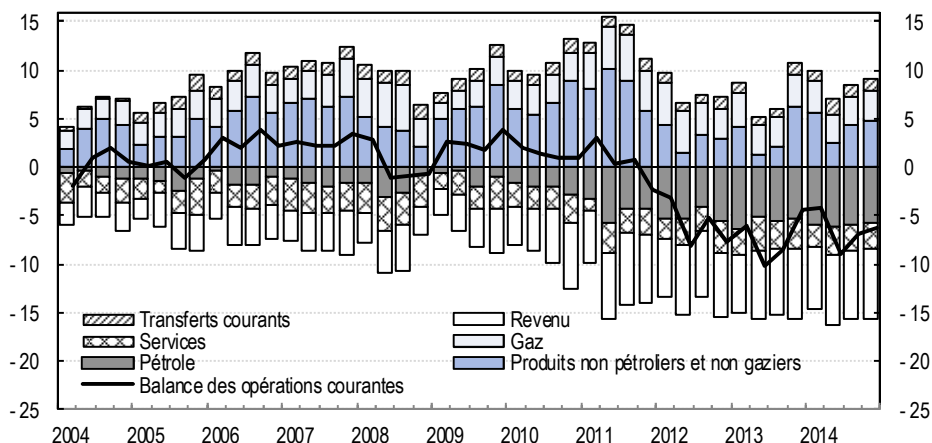
Politique monétaire : équilibrer les contraintes intérieures et extérieures

L'approche adoptée par les autorités pour gérer les déséquilibres extérieurs a évolué ces trois dernières années. Avec la dégradation de la balance des opérations courantes à compter de la mi-2011 (graphique 3, partie A), la Banque d'Indonésie a utilisé ses réserves en devises pour intervenir massivement sur le marché des changes afin d'amortir la chute de la roupie (graphique 3, partie B). Au second semestre 2013, les actions, les obligations et la monnaie indonésienne ont subi de fortes pressions après l'annonce par la Fed de la réduction de son programme d'achat d'obligations. Cette situation a conduit à une modification de la politique monétaire avec un relèvement des taux d'intérêt et la Banque d'Indonésie a commencé à reconstituer ses réserves. Le déficit de la balance des opérations courantes s'est encore creusé au deuxième trimestre 2014 pour atteindre 4.0 % du PIB. La dépréciation de la roupie se poursuit de manière ordonnée, conformément à l'avis

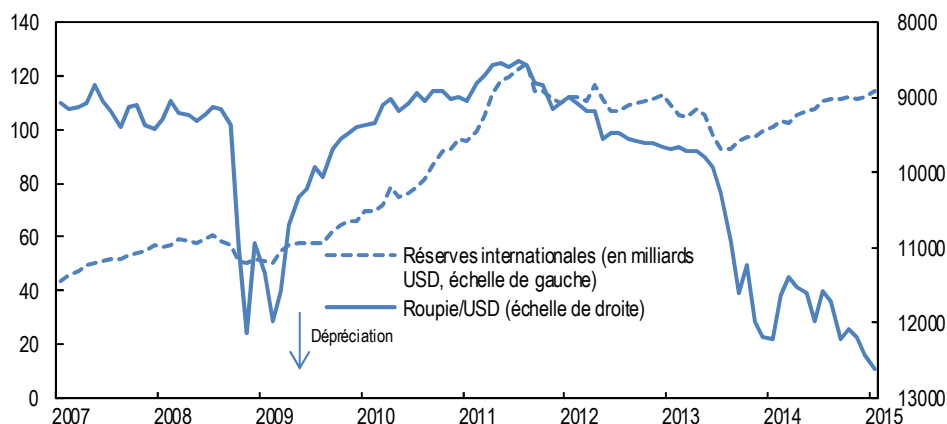
du FMI (IMF, 2013) qui estimait que cette monnaie était surévaluée. Cette évolution s'est appuyée sur d'importantes entrées d'investissements de portefeuille pendant toute l'année 2014. Une amélioration a été observée sur le plan du déficit courant, qui est revenu en deçà de 3 % du PIB à la fin de 2014.

Graphique 3. Évolutions de la balance des opérations courantes et du taux de change

A. Décomposition de la balance des opérations courantes, en milliards USD



B. Taux de change et réserves de la Banque d'Indonésie

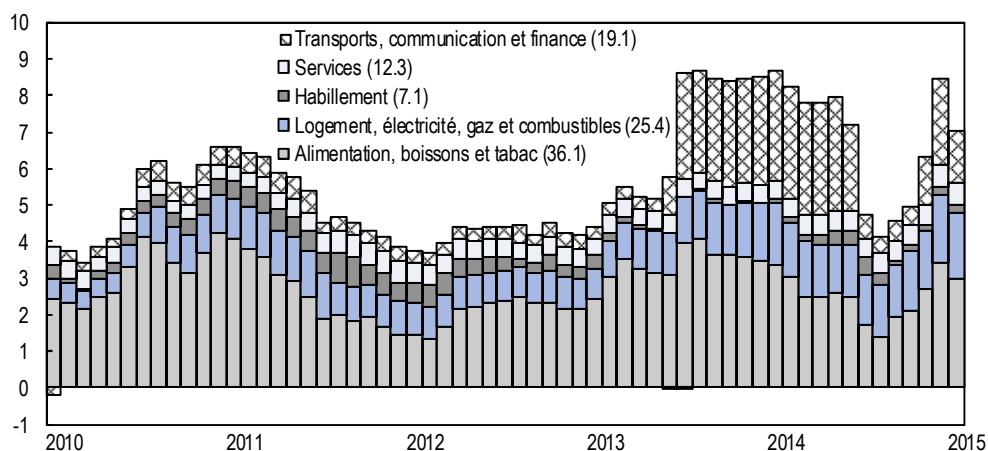


Source : Bloomberg et base de données CEIC.

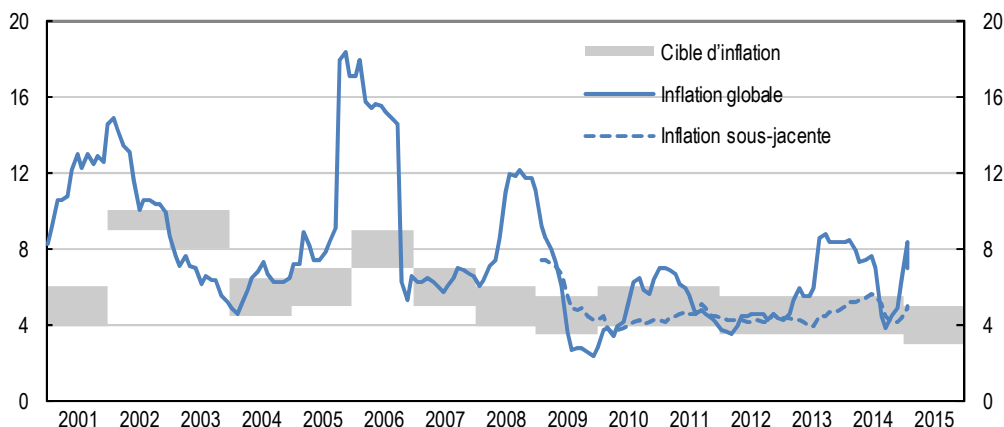
Les taux directeurs actuels sont appropriés, compte tenu des tensions résiduelles sur les marchés financiers et notamment de la nécessité d'attirer des capitaux pour financer le déficit de la balance des opérations courantes et modérer l'inflation sous-jacente (graphique 4, parties A et B). Le léger relèvement d'un quart de point effectué en novembre 2014, qui a suivi une baisse des subventions aux combustibles fossiles, a été conforme au dispositif de ciblage de l'inflation et a donné le signal de la détermination de la banque centrale d'ancrer les anticipations d'inflation. La baisse d'un quart de point opérée en février 2015 l'a été en réaction à un ralentissement de l'inflation plus rapide que prévu, principalement à cause du recul des cours mondiaux du pétrole. À l'avenir, la Banque d'Indonésie devrait faire preuve de prudence dans la modification des paramètres de son action, en prenant en compte des facteurs tant externes qu'internes, en particulier à la lumière des éléments qui semblent indiquer que le redémarrage de la croissance intérieure, s'il se produit, sera plus modeste que projeté précédemment.

Graphique 4. Hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC), décomposition et cible

A. Décomposition de l'IPC¹, croissance en glissement annuel



B. Inflation de l'IPC, cible, en glissement annuel



1. Les pondérations des composantes de l'IPC sont indiquées entre parenthèses.

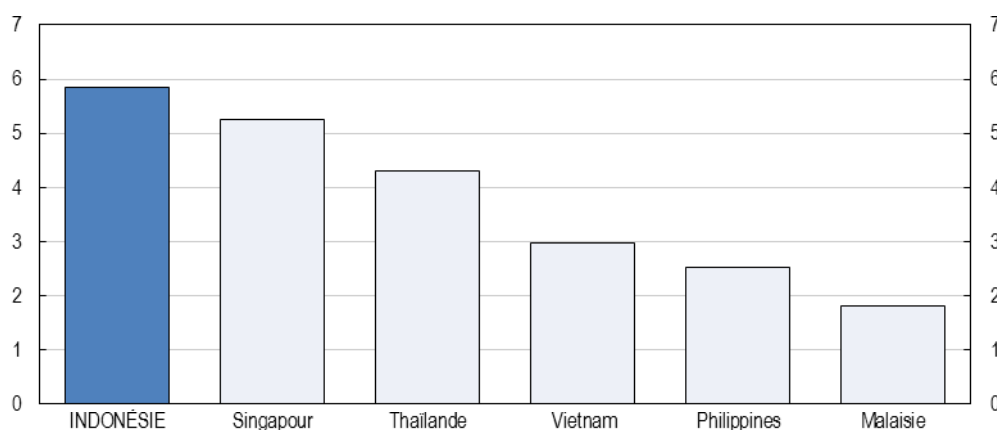
Source : Base de données CEIC et Banque d'Indonésie.

Développement et approfondissement du système financier

Le système financier est dominé par les banques qui détenaient 79 % des actifs du secteur financier en 2013 (contre 50 % en Malaisie, par exemple), laissant peu de place aux autres institutions financières. Les compagnies d'assurance détiennent pour leur part environ 10 % des actifs du secteur financier et les fonds de pension moins de 3 % (IMF, 2013). L'Indonésie doit accélérer l'approfondissement et le développement du système financier en encourageant l'épargne intérieure formelle (ce qui exige des conditions de faible inflation) et en favorisant la mobilisation des institutions non bancaires en matière de financement de l'investissement, en particulier dans les infrastructures. Cette évolution renforcerait la stabilité et la liquidité. La volatilité des entrées de capitaux a contribué à de fortes fluctuations périodiques du cours de la roupie et des prix des obligations et des actions. Les opérations de change de l'Indonésie, bien qu'elle soit la plus grande économie de l'Asie du Sud-Est, représentent moins de 5 % de celles de son voisin Singapour. Les pouvoirs publics doivent donc poursuivre leurs efforts pour développer le marché des changes et faire baisser la prime de risque sur les actifs libellés en roupie sous-jacents à ces opérations, en généralisant les opérations de couverture à terme et les options afin de réduire la prédominance des opérations au comptant et de supprimer progressivement les restrictions limitant les dépôts bancaires en devises.

Les marges réalisées par les banques indonésiennes entre les taux d'intérêt d'emprunt et les taux d'intérêt de prêt sont supérieures à celles des établissements bancaires d'autres pays de l'ASEAN (graphique 5). Les banques indonésiennes ont donc besoin de couvrir des coûts opérationnels plus importants (compris entre 2.5 % et 4 % de leur actif, contre 2 % en Malaisie et 1 % à Singapour), en raison de la géographie originale de l'archipel et d'inefficiences : leur ratio des frais d'exploitation rapporté au total des actifs est l'un des plus élevés de toutes les banques du G20 (Bloomberg, 2013). Cela étant, elles sont quand même les plus rentables de toutes les banques des pays du G20, avec un rendement de 23 % de leurs fonds propres, qui est supérieur à celui des banques chinoises (21 %) et qui s'élève à plus du double du rendement de 9 % des banques américaines (Bloomberg, 2013). Le niveau élevé des rendements observé en Indonésie s'explique par les marges d'intérêt nettes qui, à 7 points de pourcentage en moyenne, sont les plus élevées du G20 (le taux d'intérêt moyen pratiqué sur les prêts est de 12 %, tandis que la rémunération moyenne versée aux déposants est de 5 %). Les mesures prises depuis peu par les autorités pour encourager plus de concurrence et de transparence afin de réduire les écarts de taux ont été opportunes, mais celles visant à plafonner la participation étrangère au capital des banques devraient être reconsidérées.

Graphique 5. **Marges de taux d'intérêt des banques sur les prêts aux clients privés**
En points de pourcentage, 2012

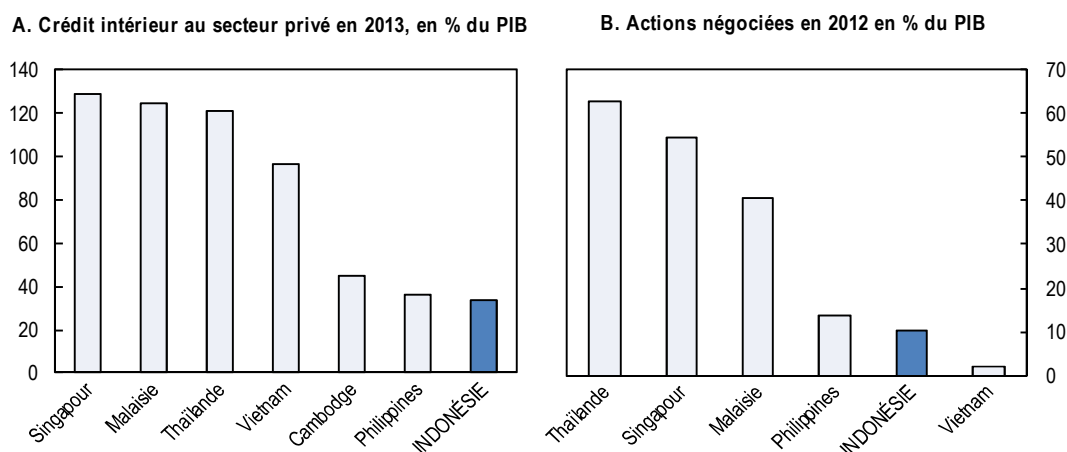


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

En pourcentage du PIB, le crédit intérieur est nettement inférieur à celui des pays voisins de l'ASEAN, ce qui permet de penser qu'il existe d'amples possibilités d'approfondissement financier (graphique 6). Le système financier s'est resserré après la crise de 1997-98. De 1997 à 2012, le crédit intérieur au secteur privé est passé de 61 % à 35 % du PIB et le nombre de banques commerciales de 239 à 122. Cela étant, en raison de la forte croissance économique enregistrée depuis, conjuguée à un régime de surveillance plus transparent et plus ferme, il est approprié de développer de nouveau le secteur financier et d'encourager encore plus les institutions non dépositaires à octroyer des crédits. Les ménages indonésiens sont également en retard au regard de toute une série d'indicateurs financiers et d'accès au crédit (graphique 7). Globalement, 20 % des adultes ont ouvert un compte auprès d'un établissement financier du secteur formel, alors que cette proportion est de 35 % en Inde, 56 % au Brésil et 64 % en Chine (Demirguc-Kunt and Klapper, 2013). De plus, seuls 8 % des deux quintiles inférieures des ménages indonésiens possèdent un compte auprès d'un établissement du même type. Dans d'autres économies émergentes, les autorités ont proposé des plans destinés à améliorer cette situation. Par exemple, en août 2014, le gouvernement indien a lancé le dispositif Jan Dhan Yojana, qui visait l'ouverture de 75 millions de comptes bancaires d'ici la fin de janvier 2015. En ouvrant un compte dans le cadre de ce projet, chaque titulaire aura droit à une assurance accidents et, après six mois d'activité, à une autorisation de découvert. En Indonésie, une importante proportion de ménages pauvres, de micro-entreprises et de PME est exclue des services

bancaires et de prêts du secteur formel ou fait appel, à des taux bien plus élevés, au système bancaire parallèle. L'encours des prêts aux PME s'élevait à peine à 0.7 % du PIB en 2010, contre 30.7 % en Thaïlande et 17.4 % en Malaisie. Enfin, les marges élevées pratiquées par les banques indonésiennes sont peut-être aussi le signe que le développement du crédit est freiné par l'insuffisance des dépôts (Bloomberg, 2013). Améliorer l'inclusivité financière serait sans doute bénéfique à cet égard.

Graphique 6. **Crédit et actions négociées dans un échantillon de pays de l'ASEAN**



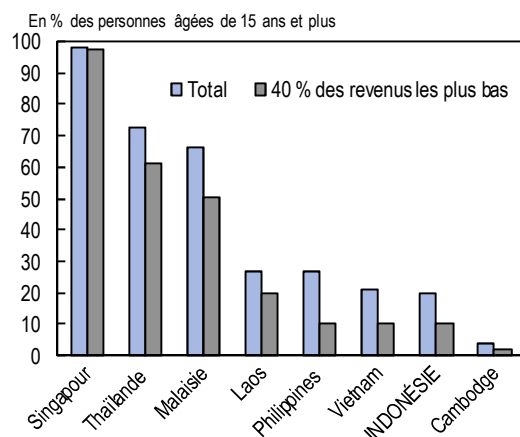
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

La banque en ligne, qui supprime la nécessité de recourir à une infrastructure coûteuse d'agences bancaires, pourrait favoriser l'inclusion financière en assurant la rentabilité des services aux ménages et entreprises non bancarisés, pauvres et isolés (World Bank, 2014c). Pour améliorer l'inclusion financière, on pourrait s'attacher davantage à des méthodes de prestation de services moins coûteuses comme les services bancaires par téléphone mobile. Ces services ont été mis en œuvre avec succès dans des pays comme le Kenya ou les Philippines (World Bank, 2012b et BBVA, 2015). Des services financiers pourraient également être offerts dans des stations-services ou des boutiques de proximité, comme au Mexique et au Brésil. Au Mexique, grâce à de nouvelles réglementations autorisant le recours à des correspondants non bancaires (dits aussi « agents bancaires »), il est possible aux établissements financiers de toucher un plus grand nombre de clients potentiels à moindre coût pour tous les intervenants. La Banque d'Indonésie a récemment lancé un projet pilote de banque en ligne dans certaines provinces (Stapleton, 2013) et, si elle conclut à un succès, ce dispositif sera alors étendu. L'État peut en outre y recourir pour collecter les impôts auprès des segments de la population n'ayant pas de compte en banque. L'adoption rapide de la banque en ligne par les ministères de l'administration centrale accélérerait aussi les paiements de sécurité sociale dans les régions où sont concentrées les populations dépourvues de compte en banque.

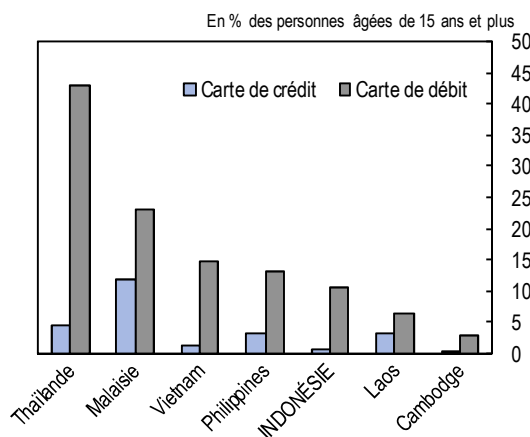
Le dispositif de surveillance des banques a été renforcé avec la mise en œuvre de l'ensemble des trois piliers de l'accord de Bâle II, et les dispositions de l'accord de Bâle III seront appliquées en 2018. En 2014, la responsabilité de la surveillance des banques a été transférée de la Banque d'Indonésie à l'Autorité des services financiers (Otoritas Jasa Keuangan ou OJK) qui venait d'être créée et qui supervise la réglementation des marchés financiers, ainsi que les banques et les institutions financières non bancaires. Le système financier a considérablement progressé pour améliorer sa croissance et sa cohérence, comme le montre sa capacité de résistance face à la crise financière mondiale, qui contraste fortement avec les turbulences observées en 1997-98. Cela étant, les sociétés non bancaires ont recommencé à accumuler des titres de dette libellés en devises étrangères. Pour faire face à ces risques, la Banque d'Indonésie a mis en place, en octobre 2014, des règles imposant, pour ces emprunts, un ratio de couverture minimum afin d'atténuer le risque de change, un taux minimum de liquidités en devises afin de réduire le risque de liquidité et une notation de crédit minimale afin d'amoindrir le risque de surendettement.

Graphique 7. Indicateurs de développement financier d'une sélection de pays de l'ASEAN, 2011

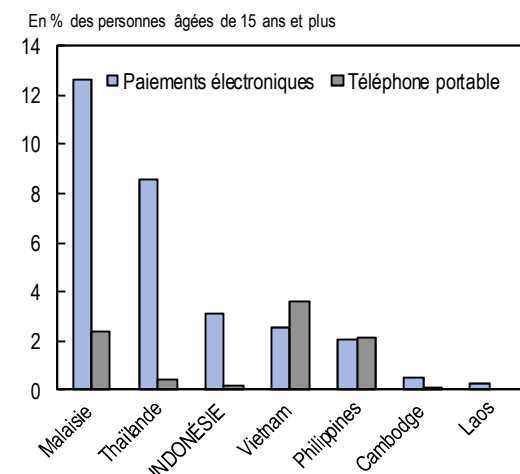
A. Compte ouvert auprès d'un établissement financier du secteur formel



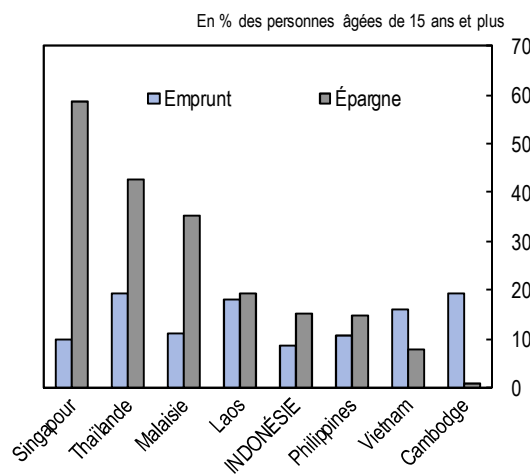
B. Taux de possession d'une carte de crédit et de débit



C. Paiements électroniques ou par téléphone effectués au cours des 12 derniers mois



D. Emprunt ou épargne auprès d'un établissement financier au cours des 12 derniers mois



Source : Banque mondiale, Banque de données sur l'inclusion financière mondiale.

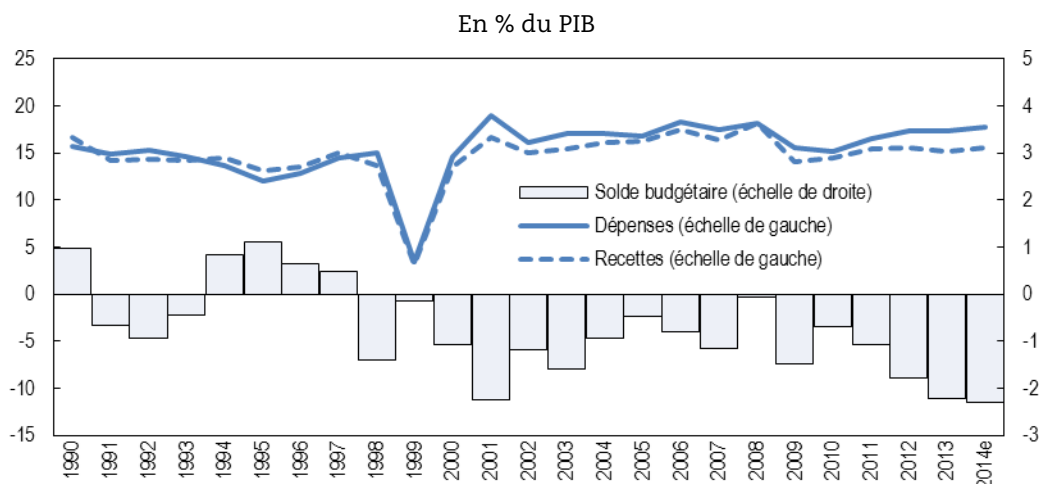
En Indonésie, le marché des obligations en monnaie locale, qui représentait 2 % du PIB en 2014, est très peu développé en Indonésie, alors qu'il est de 19 % en Thaïlande et de 42 % en Malaisie (ADB, 2015). Le marché des obligations d'entreprise reste modeste, dominé par des entreprises du secteur minier et des sociétés de services publics appartenant à l'État, qui sont émis plus de la moitié de la totalité des obligations sur ce marché pendant la période 2009-13. En 2013, les 20 plus gros émetteurs ont représenté quelque 90% du total des émissions obligataires. En 2012-13, seuls 30% des emprunts obligataires lancés par des entreprises en Indonésie étaient libellés en monnaie locale (RBA, 2012). Les efforts visant à développer un marché local des obligations d'entreprise devraient donc être intensifiés.

La situation budgétaire est solide, mais le budget de l'État est modeste

Grâce aux bonnes perspectives de croissance et à une prudence budgétaire profondément enracinée, dont la règle budgétaire plafonnant le déficit budgétaire à 3 % du PIB constitue un bon exemple, les projections de croissance sont bonnes, avec une dette publique qui se stabilise au niveau enviable de 26 % du PIB. Cela étant, les recettes sont peu

élevées et les besoins de dépenses s'accroissent ; le déficit s'est creusé ces quatre dernières années (graphique 8). Dans la situation actuelle, cette relance est largement opportune, mais seulement dans la mesure où elle n'annonce pas une détérioration structurelle des finances publiques.

Graphique 8. Recettes, dépenses et solde de l'administration d'État



Source : Base de données CEIC ; Banque d'Indonésie ; DPJU ; et base de données de Perspectives économiques n° 96.

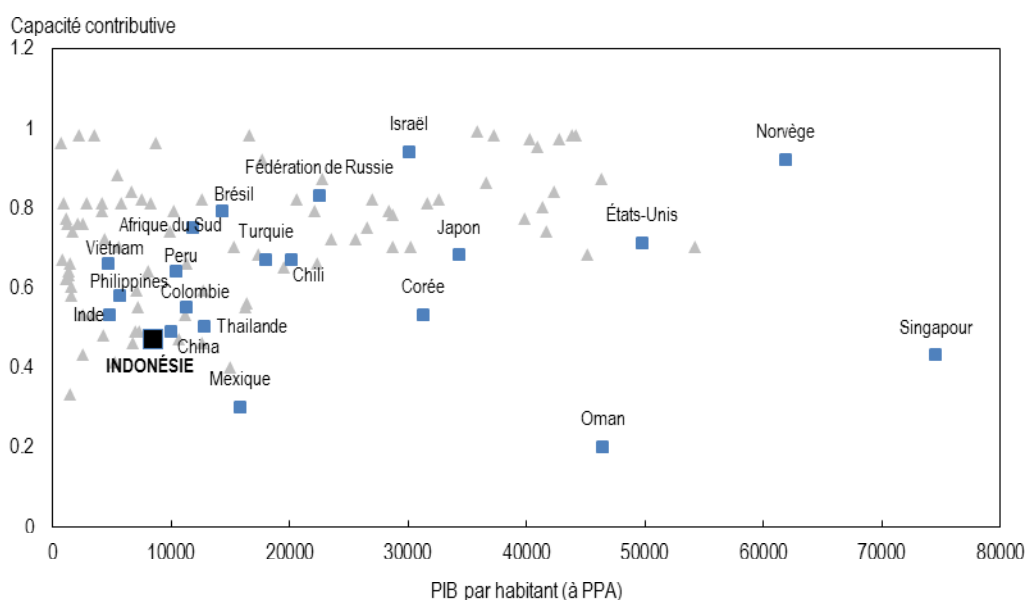
Jusqu'à la fin de 2014, plus de 20 % des dépenses ont été consacrés aux subventions aux combustibles fossiles et à l'électricité afin de rendre l'énergie abordable pour les pauvres et d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages. Ces subventions n'ont cependant pas eu les effets recherchés, puisque 40 % des avantages qui en ont découlé ont bénéficié au décile des personnes aux revenus les plus élevés et moins de 1 % aux plus pauvres (World Bank, 2014a). Ces subventions ont également eu des conséquences inattendues prenant la forme d'une augmentation de la demande, d'une congestion du trafic et d'atteintes à l'environnement, dont le coût de distorsion est compris, selon les estimations, entre 4 et 8 milliards USD par an (Davis, 2014). La baisse de production des champs de pétrole proches de l'épuisement (d'où s'est ensuivie une hausse des importations) a aggravé le problème. Une réduction des subventions aux combustibles a eu lieu en juin 2013 puis de nouveau en novembre 2014, rapprochant les prix subventionnés de ceux du marché. Puis, début 2015, le gouvernement a promptement saisi l'opportunité offerte par la chute du prix du pétrole et a supprimé le régime en place de fixation des prix du diesel. Les prix intérieurs de l'essence et du diesel sont désormais directement alignés sur les prix mondiaux, seul le diesel bénéficiant d'une subvention fixe de 1 000 IDR (0.08 USD) par litre. Cette modeste subvention au diesel a été conservée, du fait de l'utilisation de ce carburant dans le transport public et le transport de marchandises. Un programme de sortie progressive du diesel au profit du gaz naturel liquéfié (GNL) a été mis en place.

Le budget pour 2015 prévoyait au départ que plus de 13 % des dépenses publiques totales seraient alloués aux subventions aux combustibles, mais ce pourcentage a désormais été ramené à 1 % seulement. Le gouvernement a affecté une grande partie des économies réalisées grâce à la diminution des subventions aux combustibles aux infrastructures, et le reste à des dépenses sociales, à des projets locaux et à la réduction du déficit. Les subventions à l'électricité restent un problème et, la plupart des capacités de production étant des centrales au charbon et au pétrole, ces aides financières constituent en outre des subventions indirectes aux combustibles fossiles. Les subventions à l'électricité représentent quelque 8 % des dépenses publiques totales. Les réformes en cours dans ce domaine devraient se poursuivre, notamment des réformes progressives des prix jusqu'à ce que ceux de l'électricité couvrent intégralement les coûts de maintenance et de modernisation du réseau électrique indonésien.

Augmenter les recettes publiques

Le budget de l'État est modeste, même d'après les normes de pays comparables. Les recettes fiscales centrales (hors recettes non fiscales des ressources naturelles) sont de l'ordre de 12 % du PIB et sont restées stables au cours de la décennie écoulée, malgré l'intensification des efforts de lutte contre la fraude fiscale (voir ci-après). La plus grande partie des recettes sont prélevées au niveau de l'administration centrale et non par des collectivités provinciales ou municipales. La capacité contributive (à savoir le ratio des recettes fiscales réelles à leur potentiel), estimée à 50 % environ, compte parmi les plus faibles de celle des pays comparables (graphique 9 ; Fenochietto and Pessino, 2013). L'Indonésie, pays riche en ressources, recourt largement aux impôts sur les sociétés de l'important et rentable secteur des industries extractives. À l'inverse, les impôts pesant sur les particuliers représentent une faible part des recettes totales, ce qui peut s'expliquer par l'ampleur considérable du secteur informel.

Graphique 9. Rapport entre la capacité contributive et le PIB par habitant, 2011



Note : La capacité contributive désigne le ratio des recettes fiscales réelles aux recettes fiscales potentielles estimées.

Source : Fenochietto, R. et C. Pessino (2013), « Understanding Countries' Tax Effort », *Document de travail du FMI/WP/13/244* ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

La mise en œuvre du programme économique du nouveau gouvernement, qui prévoit un développement des services sociaux, une amélioration de l'éducation et une augmentation des dépenses d'infrastructure, nécessite d'accroître les recettes. À cette fin, le Président s'est engagé à porter le ratio de l'impôt au PIB à 16 % d'ici 2019 (BAPPENAS, 2015). L'*Étude économique* de 2012 (OECD, 2012) comportait un chapitre consacré au régime fiscal. Il y était recommandé à l'Indonésie d'améliorer le recouvrement de l'impôt en ramenant les travailleurs indépendants dans le filet fiscal et en renforçant à la fois l'efficacité de la collecte de l'impôt et les ressources affectées à cette tâche. Il serait possible d'améliorer la performance des centres des impôts en procurant plus d'autonomie aux agents du fisc (notamment par un durcissement de leur protection juridique), ainsi qu'en procédant à des contrôles plus fréquents et plus ciblés et en assurant un meilleur accès à des sources d'information tierces et une coopération accrue avec les autorités locales. L'Indonésie devrait continuer à prendre activement part au projet de l'OCDE consacré à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéficiaires (« projet BEPS »).

Recommandations en matière de politique budgétaire, monétaire et financière

Recommandations principales

- La Banque d'Indonésie devrait rester prudente vis-à-vis des politiques monétaire et macroprudentielle compte tenu des facteurs internes et externes.
- Augmenter les recettes fiscales de l'État afin de financer la nécessaire hausse à long terme des dépenses publiques, en ramenant un plus grand nombre de travailleurs indépendants dans le filet fiscal et en renforçant l'efficacité de la collecte des impôts.

Autres recommandations

- Approfondir et développer les marchés de capitaux en laissant davantage les établissements financiers non bancaires et les marchés d'actions participer au financement de l'économie. Continuer de développer le marché des changes en amoindissant le rôle de la Banque d'Indonésie, en généralisant les opérations de couverture à terme et les options et en développant la catégorie des actifs sous-jacents.

Améliorer les niveaux de vie en favorisant une croissance inclusive à long terme

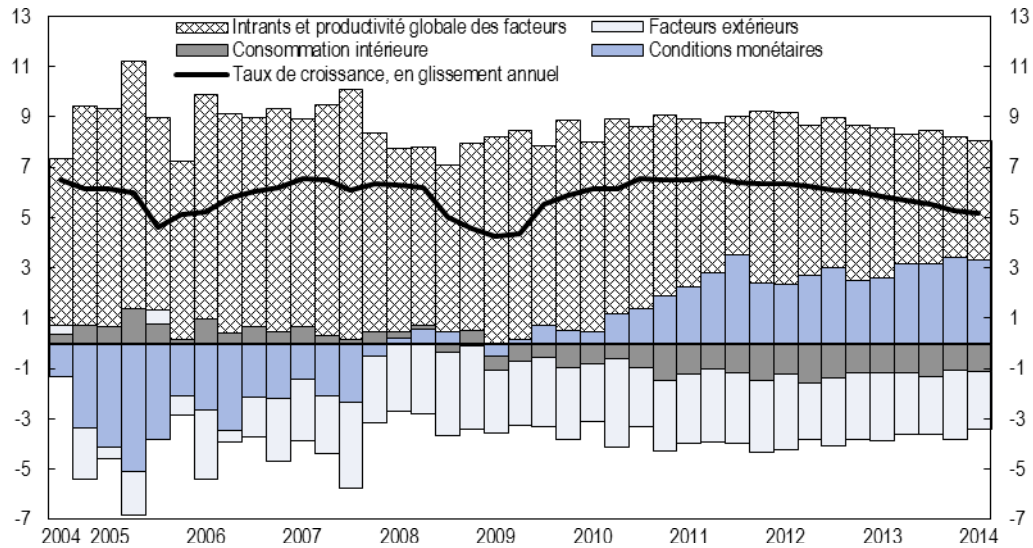
Le niveau du PIB réel par habitant de l'Indonésie (à parité de pouvoir d'achat) a doublé, passant d'environ 5 % en 1960 à 10 % du niveau de celui des États-Unis en 2012, se hissant de la 130^e place sur 143 pays en 1960 à la 90^e (Penn World Tables, 2013). Cela étant, avec un revenu par habitant de quelque 9 300 USD, il est encore dans la phase de rattrapage. Les dividendes de la croissance de la productivité globale des facteurs résultant des réformes antérieures des politiques publiques qui ont favorisé cette convergence sont encore importants, mais se tassent progressivement (encadré 1). De plus, une croissance continue et vigoureuse est un facteur essentiel de réduction d'une pauvreté encore répandue, même par rapport à d'autres pays dont le revenu par habitant est similaire.

Encadré 1. Une nouvelle décomposition de la croissance

À l'aide d'un modèle d'équilibre général dynamique stochastique appliqué à l'Indonésie, la croissance de ce pays peut être scindée en quatre grands composantes : l'évolution des facteurs qui jouent du côté de l'offre (capital, travail et productivité globale des facteurs), l'évolution des conditions extérieures (comme la prime de risque sur les obligations indonésiennes et la croissance mondiale), l'évolution des conditions monétaires (en particulier les taux d'intérêt) et l'évolution des décisions de consommation des ménages (graphique 10). Comme on pouvait s'y attendre, la plus grande part de la croissance de l'Indonésie ces dix dernières années a été stimulée par les facteurs de l'offre, en particulier la progression de la productivité globale des facteurs à mesure que le pays tirait avantage des réformes structurelles engagées après la crise asiatique. Cette progression s'est toutefois ralentie depuis 2010, une décélération tendancielle renforcée par le ralentissement de la croissance mondiale et le moindre dynamisme de la consommation intérieure. Une série de baisses des taux d'intérêt a permis de contrebalancer avec succès ces circonstances défavorables. En cas d'absence de réformes structurelles supplémentaires visant à redynamiser la croissance de la productivité, les conditions monétaires actuellement accommodantes ne suffiront pas à stimuler la croissance et risquent de nourrir l'inflation.

Encadré 1. Une nouvelle décomposition de la croissance (*suivi*)

Graphique 10. Sources de la croissance

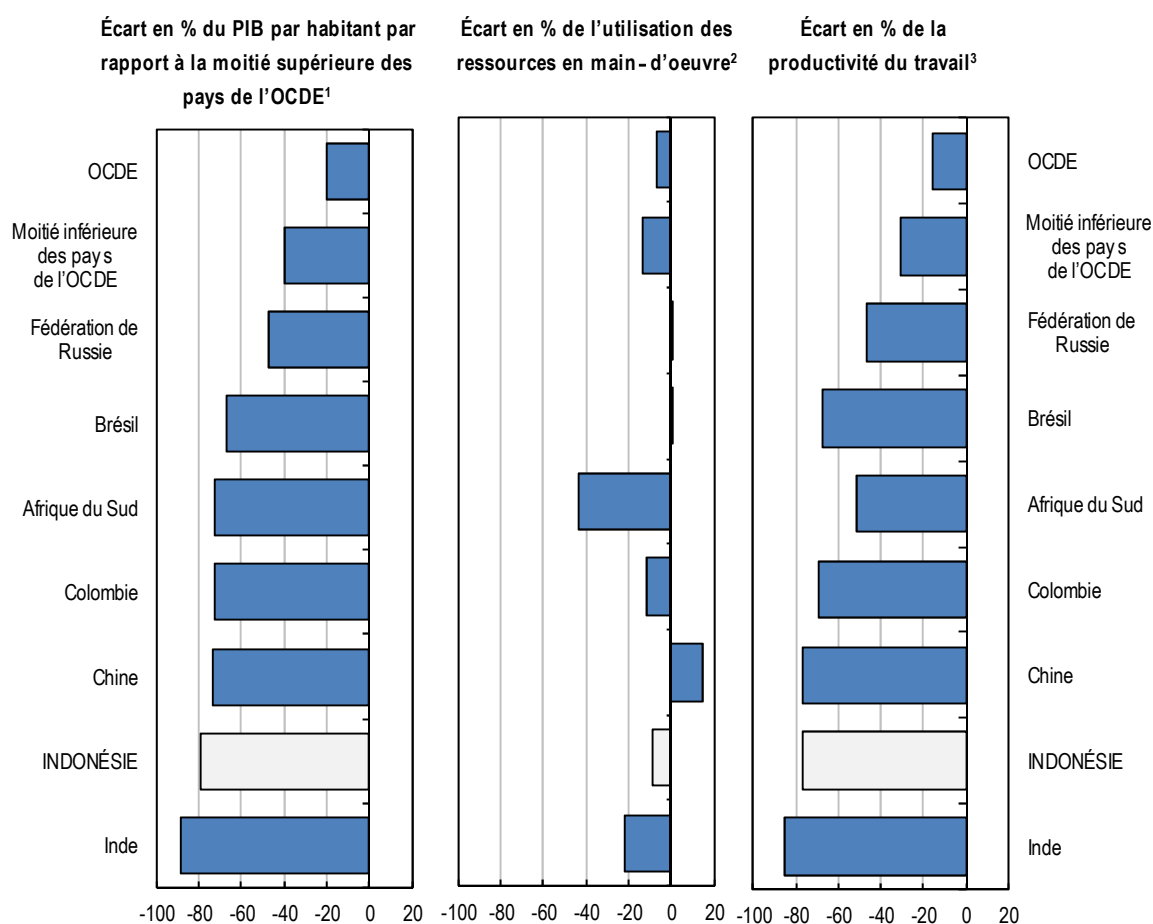


Source : Dutu, R. (2015), « Decomposing Shocks to the Indonesian Business Cycle using an Estimated DSGE Model », *Note de référence technique* (2015).

L'écart entre le PIB par habitant de l'Indonésie avec celui des pays de l'OCDE à haut revenu s'explique par une moindre productivité horaire du travail. Le nouveau gouvernement s'est fixé pour objectif d'augmenter la productivité du travail de 40 % d'ici 2019. Les heures travaillées par habitant avoisinent déjà celles réalisées dans les pays à haut revenu (graphique 11). Comme ce fut le cas dans le passé au Japon, en Corée et au Taipei chinois, le processus de convergence de l'Indonésie nécessitera un transfert continu des ressources en main d'œuvre des secteurs à faible productivité, comme l'agriculture, vers les activités manufacturières et les services. Cela étant, cette convergence est subordonnée à de bons fondamentaux économiques, mis en place au moyen d'une panoplie appropriée de politiques publiques. L'Indonésie bénéficie d'un « bonus » démographique (graphique 12) qui va se poursuivre puisque le taux d'activité ne devrait culminer qu'aux alentours de 2030. Le chômage des jeunes, à plus de 20 %, est élevé. Il sera nécessaire de créer suffisamment d'emplois de haute qualité dans le secteur formel pour absorber l'afflux massif et continu de jeunes sur le marché du travail. Le Chapitre 1 de la présente *Étude économique* étudie les types de politiques dont l'Indonésie a besoin pour promouvoir une croissance durable et inclusive.

L'ampleur de l'écart de productivité s'explique, au moins en partie, par le fait que des segments importants de la main-d'œuvre travaillent encore dans l'agriculture. De fait, les produits primaires constituent l'avantage comparatif de l'Indonésie, comme le montre leur part croissante à l'exportation. À cet égard, le reflux récent de la part des activités minières et de l'énergie est dû dans l'ensemble à la baisse marquée des prix du charbon, qui représente le gros des exportations de l'Indonésie (graphique 13). L'Indonésie est en outre celui des pays de l'ASEAN qui exporte le moins de produits manufacturés. Pour accroître sa productivité globale des facteurs, il lui faudra assurer la promotion d'un secteur manufacturier et d'un secteur des services solides. L'investissement direct étranger (IDE) dans le secteur manufacturier a nettement augmenté depuis 2009 et représentait près de la moitié de l'IDE total en 2012.

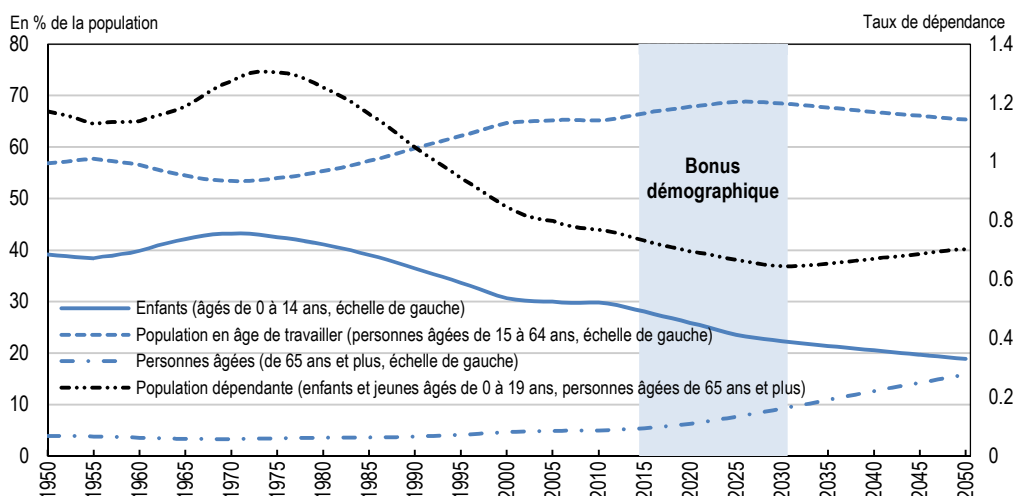
Graphique 11. Disparités de revenu par habitant dans un échantillon d'économies émergentes, 2013



1. Écart par rapport à la moyenne simple des 17 premiers pays de l'OCDE en termes de PIB par habitant en 2012, sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2012. La somme des écarts en pourcentage de l'utilisation des ressources en main-d'œuvre et de la productivité du travail ne correspond pas exactement à l'écart de PIB par habitant dans la mesure où la décomposition est multiplicative.
2. L'utilisation des ressources en main-d'œuvre correspond à l'emploi en pourcentage de la population.
3. La productivité du travail correspond au PIB par personne en activité.

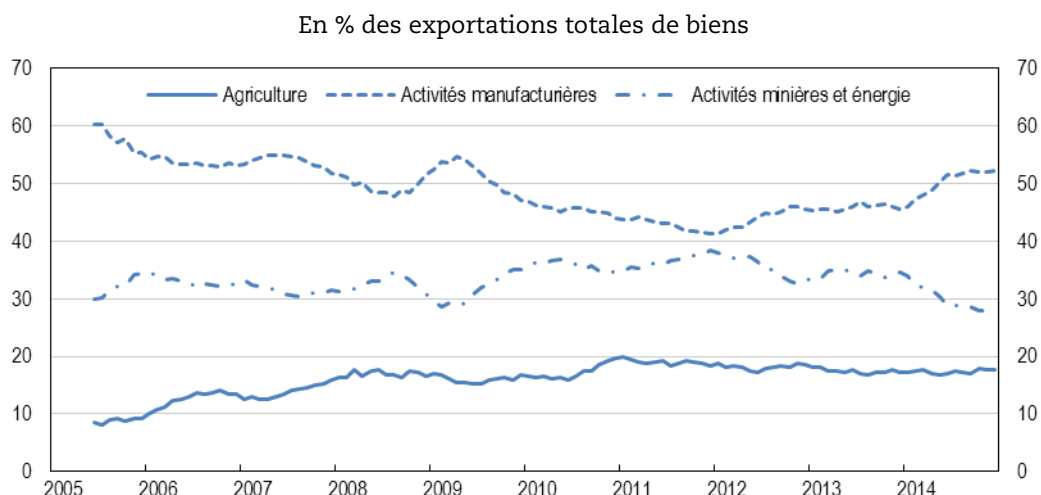
Source : Comptes nationaux de l'OCDE, Bases de données sur les perspectives économiques et sur les perspectives de l'emploi.

Graphique 12. Prévisions démographiques pour l'Indonésie



Source : Nations Unies, Perspectives démographiques mondiales, révision de 2012.

Graphique 13. Composition des exportations de biens indonésiennes¹



1. L'huile de palme et le caoutchouc transformé sont inclus dans l'agriculture et les produits pétroliers dans les activités minières et l'énergie.

Source : Banque d'Indonésie.

L'action publique en Indonésie est depuis longtemps influencée par le protectionnisme. Ce sentiment est renforcé par les récentes mesures prises par le gouvernement en vue d'augmenter la valeur ajoutée à certaines de ses productions primaires stratégiques. Le but de ces mesures est d'élever l'Indonésie dans les chaînes de valeur mondiales, de rendre son économie plus solide et de créer de l'emploi comme le mandate la Constitution. Cela étant, l'Indonésie a pris des mesures concrètes pour libéraliser les échanges, à la fois de manière unilatérale et dans le cadre d'accords régionaux de libre-échange (ASEAN et ASEAN + Japon, Chine, Australie et Nouvelle-Zélande). Une large proportion des biens échangés par l'Indonésie le sont dans le cadre de ces accords commerciaux, qui dans une certaine mesure rendent inefficaces les mesures protectionnistes unilatérales. Par ailleurs, autosuffisance n'est pas nécessairement synonyme de protectionnisme. Dans certains

contextes, l'autosuffisance peut viser une amélioration de la production efficiente, durable et respectueuse de l'environnement.

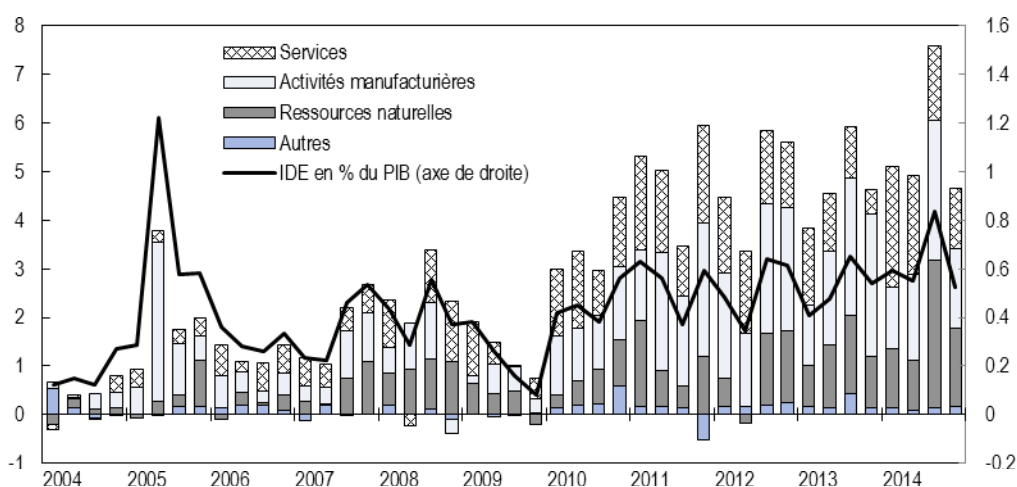
En revanche, la loi de 2014 sur les échanges établit un nouveau socle juridique qui permet de gérer les importations et les exportations de biens échangeables en autorisant les autorités à restreindre les importations pour protéger et favoriser les productions locales ; à imposer des droits de douane si nécessaire ; à limiter ou à interrompre les exportations de matières premières stratégiques pour garantir un approvisionnement local adéquat ; à agir dans l'intérêt général de la balance commerciale du pays. L'agriculture est depuis longtemps le secteur dans lequel les mesures en faveur de l'autosuffisance ou protectionnistes sont le plus manifestes. Ces politiques ont souvent pour effet de combiner et de confondre des objectifs multiples comme la protection des revenus des agriculteurs, la gestion des fluctuations des prix des produits alimentaires ou l'autosuffisance alimentaire nationale en minimisant le recours aux importations. La nouvelle loi No. 18/2012 sur l'alimentation a posé le principe général de la sécurité alimentaire (*kemandirian pangan* ou autonomie) et établi comme priorité la production nationale des biens de consommation courante. Des objectifs de production ont été fixés pour 39 produits et pour cinq d'entre eux (riz, maïs, soja, sucre et bœuf), les niveaux visés doivent permettre l'autosuffisance. La loi impose par ailleurs des restrictions sur les importations de fruits et de légumes, ce qui a fait augmenter les prix intérieurs. Pour le riz particulièrement, on estime qu'à la mi-2014, les prix pratiqués en Indonésie étaient supérieurs de 60 % aux prix mondiaux (Timmer, 2014). Ces mesures pèsent fortement sur les ménages pauvres, dont les achats de riz représentent une part importante de leur budget.

De nombreux autres secteurs de l'économie sont également protégés de la concurrence étrangère. Ainsi, les limites fixées à la participation étrangère au capital des sociétés d'exploitation minière ont pesé sur l'investissement dans ce secteur (voir chapitre 2). La création, en 2015, de la zone de libre-échange qu'est la Communauté économique de l'ASEAN a suscité certains changements, notamment une révision de la liste négative d'investissement qui recense les secteurs de l'économie entièrement fermés à l'IDE ou dans lesquels l'IDE est plafonné à un pourcentage donné. Les modifications apportées en mai 2014 à cette liste s'expliquent à la fois par les priorités de développement du pays et par les obligations qui lui incombent dans le cadre de la Communauté économique de l'ASEAN. Les restrictions pesant sur les investissements étrangers dans certains secteurs d'infrastructure, comme les ports, la production d'électricité et le traitement des déchets, ont été assouplies et des dispositions particulières ont été instaurées pour les investisseurs des pays de l'ASEAN. Cela étant, la révision de la liste négative d'investissement intervenue en mai 2014 s'est également accompagnée d'un durcissement des restrictions dans d'autres secteurs, comme l'industrie pétrolière et la logistique.

En 2013, le régime de l'IDE indonésien était le quatrième le plus restrictif sur 58 pays, selon l'indice de l'OCDE de restrictivité de la réglementation de l'IDE. Comme on l'a vu, la révision, effectuée en décembre 2013, de la liste des secteurs dans lesquels l'IDE nécessite une autorisation officielle (la liste négative d'investissement) est plus restrictive que la version antérieure dans certains secteurs clés comme le pétrole et le gaz. Néanmoins, les entrées d'IDE sont restées élevées, car les perspectives de croissance et les conditions de financement favorables ont déclenché un essor de l'IDE à partir de 2010 (graphique 14). Depuis 2010, la croissance de l'IDE a été particulièrement forte dans le secteur manufacturier.

Graphique 14. Investissement direct étranger

En milliards USD et en % du PIB



Source : Banque d'Indonésie.

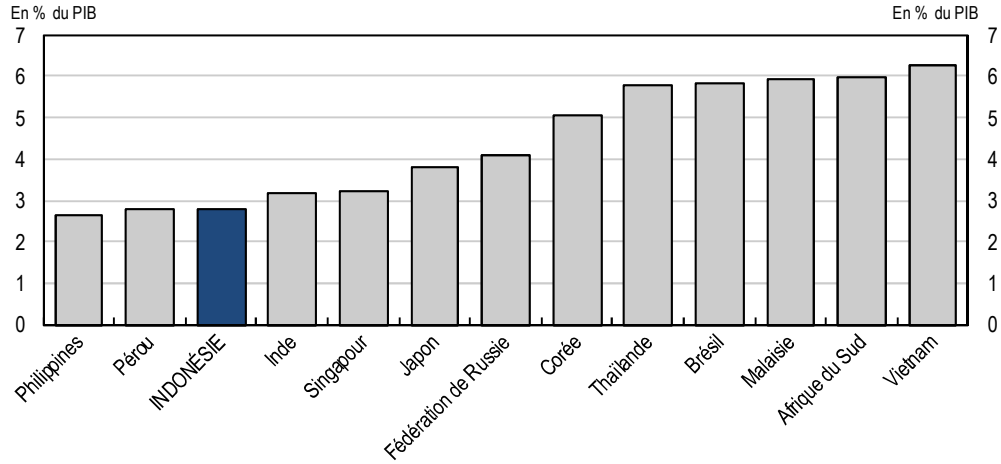
Améliorer les retombées de l'enseignement et le taux de scolarisation

L'accumulation de capital humain procure à la main-d'œuvre les compétences requises pour évoluer vers le secteur de l'industrie et des services à plus forte intensité capitalistique. Des pays comme le Japon, la Corée, Singapour et le Taipei chinois ont tous consacré des ressources (publiques et privées) considérables en vue d'améliorer les retombées de l'enseignement. En 2002, l'Indonésie a mis en place, un plancher pour les dépenses d'éducation, qui ne peuvent être inférieures à 20 % des dépenses publiques totales, mais cet objectif n'a que rarement été atteint. En 2011, ce pourcentage était d'environ 15 %, contre 21 % environ en Malaisie et au Vietnam, 24 % en Thaïlande, mais seulement 10 % en Inde. En termes de PIB, les dépenses d'éducation de l'Indonésie sont particulièrement peu élevées par rapport à celles d'autres pays – elles s'élevaient à 2,8 % en 2011, contre 6,3 % au Vietnam, 5,9 % en Malaisie, 5,8 % en Thaïlande et 3,2 % en Inde (graphique 15, partie A).

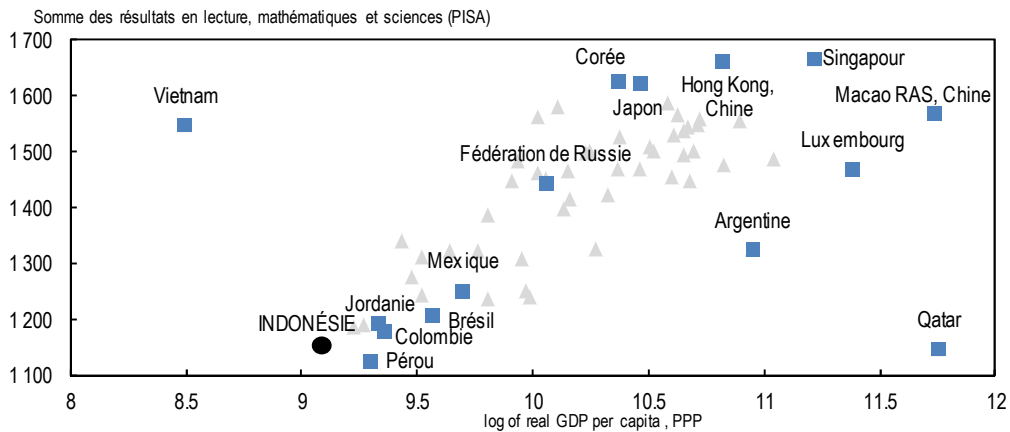
Au cours de ces vingt dernières années, l'Indonésie a mené à bien de nombreuses réformes de l'enseignement, qui se sont accompagnées d'importantes innovations, tant du point de vue de la politique et des mesures adoptées en matière d'organisation que des pratiques pédagogiques (OECD, 2014b) et ces réformes ont eu des retombées positives. Les retombées de l'enseignement se font généralement attendre par rapport à celles enregistrées dans d'autres pays de la région et au-delà mais, en données corrigées de son PIB par habitant, l'Indonésie obtient des résultats relativement bons. Ainsi, même si elle se situe à l'avant-dernier rang des pays ayant participé au PISA 2012, ses résultats sont plutôt satisfaisants par rapport à son revenu par habitant : ses résultats dans le cadre du PISA sont analogues à ceux du Pérou et du Brésil, deux pays dont le revenu par habitant est pourtant plus élevé (graphique 15, partie B). De même, le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur et le niveau d'études, plutôt faibles dans l'absolu, ne le sont pas au regard du revenu par habitant (partie C). De plus, la plupart des indicateurs des retombées de l'enseignement n'ont cessé de s'améliorer régulièrement au cours des dernières décennies : le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur était de 3 % en 1970, de 9 % en 1990 et de 27 % en 2011. Les résultats des filles et des garçons ont été par ailleurs à peu près les mêmes. Cela étant, les responsables de l'action publique doivent se garder de toute autosatisfaction dans la mesure où la situation de départ du pays, s'agissant de ses résultats éducatifs, était très médiocre et où l'Indonésie a déjà réalisé les avancées les plus

Graphique 15. Résultats de l'éducation et taux de fréquentation par rapport au PIB par habitant, 2012

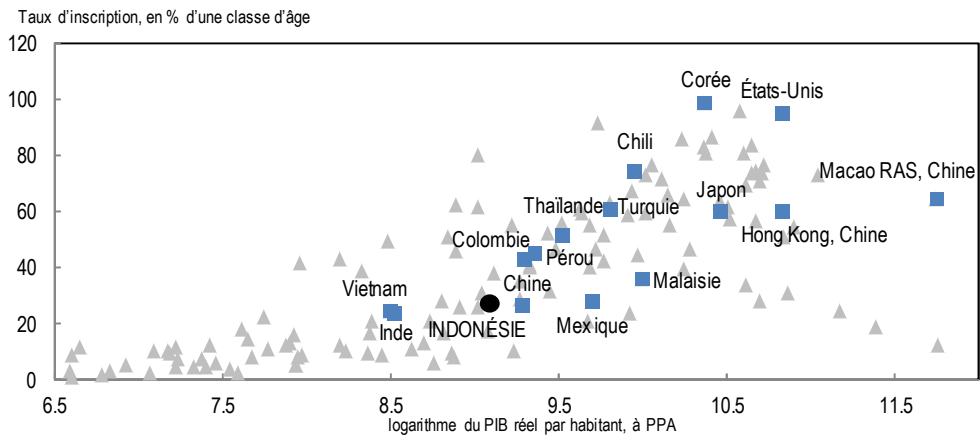
A. Dépenses consacrées à l'éducation, 2012



B. Scores du PISA par rapport au PIB par habitant, 2012



C. Taux d'inscription dans l'enseignement supérieur par rapport au PIB par habitant, 2012



Source : Base de données PISA 2012 ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

faciles, comme la scolarisation primaire universelle. L'Indonésie doit encore faire face à d'importants enjeux de politique publique, au risque, si elle ne s'y attaque pas, de porter un coup d'arrêt aux progrès accomplis jusqu'à présent et de subir un ralentissement de l'amélioration de ses résultats économiques, y compris de la croissance inclusive. Dans son Examen des politiques d'éducation de l'Indonésie, l'OCDE (OECD, 2015) étudie ces questions plus en détail, notamment celle du développement des programmes de formation professionnelle visant à promouvoir l'emploi des jeunes.

Si la scolarisation a progressé à tous les niveaux de l'enseignement au cours des dernières décennies et si elle est conforme au niveau de développement économique du pays, il existe de fortes disparités au sein du pays concernant les taux d'inscription et les retombées de l'enseignement. Des programmes sociaux sont actuellement en place pour aider les étudiants issus de familles pauvres et de collectivités isolées à fréquenter les établissements scolaires. Le programme BSM (Beasiswa untuk Siswa Miskin) regroupe plusieurs initiatives indépendantes destinées à favoriser le maintien des enfants à l'école. Ce programme prévoit l'octroi de bourses, ce qui assure des transferts directs aux élèves ou aux établissements qu'ils fréquentent, en fonction du taux d'inscription, de l'assiduité et d'autres critères. À l'heure actuelle, quelque 4.6 millions d'élèves en bénéficient. Cela étant, les diverses initiatives regroupées au sein du programme BSM sont administrées et financées de manière indépendante les unes des autres et sont insuffisamment coordonnées entre elles, même si elles sont gérées par le même organisme (voir chapitre 1).

La qualité des ressources éducatives, notamment les infrastructures scolaires et la pédagogie, est également un problème. Il convient de repenser les dépenses publiques consacrées aux besoins éducatifs, ces dépenses ayant nettement augmenté ces dix dernières années alors que, dans le même temps, les résultats de l'enseignement sont restés largement inchangés. Environ un enfant sur dix redouble sa première année de primaire et 6 % des élèves leur deuxième année (UNICEF, 2012). Le nombre d'élèves par classe est généralement élevé par rapport à la situation prévalant dans les pays de l'OCDE (OECD, 2012a). Approximativement un tiers de l'ensemble des instituteurs des écoles élémentaires n'ont suivi aucune formation d'enseignant professionnel allant au-delà d'un diplôme de fin d'études secondaires et les trois quart d'entre eux n'ont pas la licence (Baedhowi, 2009). Pour améliorer la qualité de la pédagogie, il sera nécessaire de procéder à des évaluations périodiques des enseignants. Un nombre limité de programmes de formation en cours d'emploi et de certification des enseignants est en place, mais il conviendrait d'en faire bénéficier les 2.8 millions d'enseignants du pays, même si ce résultat n'est sans doute pas réalisable dans le cadre de l'objectif pour 2015 fixé dans la loi de 2005 sur les enseignants (World Bank, 2013b). Les programmes de formation continue devraient devenir la norme et être assortis de revalorisations salariales et de possibilités de promotion. Il convient en outre d'aider les autorités locales à renforcer leurs capacités afin de pouvoir exercer un meilleur contrôle de la qualité de l'instruction.

Augmenter les investissements dans les infrastructures

Comme l'explique en détail l'*Étude* de 2010 (OECD, 2010), la deuxième priorité consiste à offrir des infrastructures de qualité en augmentant les investissements et en améliorant la maintenance – surtout compte tenu des conditions géographiques difficiles de l'Indonésie et du ralentissement des dépenses d'infrastructure depuis la crise asiatique. Les infrastructures augmentent la productivité et stimulent l'activité des entreprises en abaissant les coûts de transport et de production, tout en facilitant l'accès aux marchés. Non seulement elles renforcent l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), mais elles encouragent aussi la mobilité individuelle dans l'archipel et rendent ainsi la croissance plus inclusive. Dans les trois années qui ont précédé la crise asiatique, les dépenses d'infrastructure s'établissaient en moyenne à 9 % du PIB, mais depuis 1999, elles se sont repliées autour de 4 % (World Bank, 2012a). Les réseaux de transport routier et ferroviaire urbains et interurbains sont sous-développés et surchargés. Avec près de 17 500 îles, dont 6000 inhabitées, l'Indonésie est un pays ouvert sur la mer, et la volonté du nouveau gouvernement de développer les infrastructures maritimes est louable. Le manque de capacités de production d'électricité entrave aussi les investissements en capital, et les retards dans les ports et aéroports archaïques du pays alourdissent le coût des échanges internationaux et freinent la formation de chaînes de valeur nationales.

Compte tenu du potentiel offert par l'intégration dans les CVM, à la fois en termes de création d'emplois bien rémunérés et de stimulation des exportations à haute valeur ajoutée, il est impératif de disposer d'un réseau de communication et d'un système logistique efficaces. En dépit des progrès accomplis, notamment avec la mise en place d'un nouveau guichet unique pour le dédouanement portuaire, l'Indice de performance logistique de la Banque mondiale (IPL) classait récemment l'Indonésie au 53^e rang sur 160 pays pour la qualité de sa logistique, loin derrière d'autres pays à revenu intermédiaire de la région pour tous les aspects étudiés. De fait, l'Indonésie arrive au dernier rang parmi ces pays pour toutes les dimensions de l'IPL. En outre, elle obtient des résultats médiocres en matière d'ouverture aux échanges pour les types de services qui favorisent l'intégration dans les CVM. Selon l'indice de restrictivité des échanges de services (IRES) de l'OCDE, l'Indonésie fait moins bien que la moyenne des pays comparables (Afrique du Sud, Brésil, Chili, Chine, Fédération de Russie, Inde, Mexique et Turquie) dans 16 des 18 secteurs de service figurant dans l'IRES. De fait, c'est dans des secteurs logistiques tels que le transport routier de marchandises et les services de distribution que l'Indonésie obtient les plus mauvais résultats.

En 2011, le gouvernement a lancé le Plan directeur 2011-25 pour l'accélération et l'expansion du développement économique de l'Indonésie (MP3EI), qui fait des infrastructures une priorité nationale. Ce plan détaille l'intention des pouvoirs publics de créer des corridors économiques, chacun étayé par des grappes d'entreprises, afin d'optimiser les avantages offerts par les agglomérations et de renforcer les connexions nationales et internationales entre ces corridors. Ses coûts ont été chiffrés à 450 milliards USD sur 15 ans ; l'État en financerait directement 30 %, le reste étant à la charge du secteur privé. L'objectif des pouvoirs publics devrait être d'amener les dépenses publiques d'infrastructure aux niveaux qui existaient avant la crise asiatique, en mettant l'accent sur les transports et la logistique, ainsi que sur les infrastructures permettant de lutter contre la pauvreté, comme l'atténuation des catastrophes naturelles, le traitement de l'eau et l'assainissement.

La prise de conscience que le secteur public ne peut pas, à lui seul, répondre à tous les besoins en infrastructure du pays place le secteur privé sur le devant de la scène, d'autant plus que les déficits publics sont désormais plafonnés à 3 % du PIB. Toutefois, la montée en puissance du secteur privé se heurte encore à des obstacles de taille, à la fois nationaux et internationaux. Il faudra intensifier les efforts pour mieux canaliser les fonds provenant de sources publiques, privées et de l'aide publique au développement (APD) vers des investissements plus productifs dans les infrastructures. Mettre en place des cadres réglementaires plus transparents, améliorer l'accès au capital grâce à l'appui plus résolu des marchés financiers et accroître la capacité à absorber les entrées de capitaux sont autant de défis à relever. Autoriser les entreprises publiques à emprunter directement auprès des apporteurs d'APD, sous la supervision du ministère des Finances, est un pas dans la bonne direction.

Le gouvernement encourage résolument le recours aux partenariats public-privé (PPP) pour déployer les investissements productifs. Un certain nombre d'entités publiques ont été créées pour faciliter le financement par le biais des PPP, notamment la PT *Penjamin Infrastruktur Indonesia* (PT PII), qui octroie des garanties en faveur de projets dans le but d'améliorer la solvabilité des participants du secteur public, ce qui stimule la participation du secteur privé et cantonne les engagements futurs éventuels de l'État. Le fonds souverain de l'Indonésie, *Pusat Investasi Pemerintah* (PIP), est en mesure de financer l'acquisition de terres dans la perspective de PPP, et un Fonds compensatoire de viabilité a été mis sur pied afin d'apporter des fonds supplémentaires pour garantir la viabilité financière des projets. Malgré ces initiatives, en octobre 2013, sur les 21 PPP mis en adjudication depuis 2009, 7 seulement avaient atteint le stade ultime des négociations (BAPPENAS, 2013).

Bien que les capacités du gouvernement central à mettre en œuvre des PPP aient été renforcées, il faut faire davantage pour accroître les ressources et les capacités des autorités infranationales, qui sont souvent les entités adjudicatrices dans les accords de PPP. La mise en place récente d'un centre pour les PPP au sein du ministère des Finances vient à point nommé. Ce centre s'attachera à dresser une liste de projets d'infrastructure susceptibles de bénéficier d'un soutien financier de l'État. De même, la création récente d'un organisme

(KP2IP) chargé d'évaluer et de classer les propositions de projet par ordre de priorité est une bonne chose. Il doit ensuite les attribuer aux ministères opérationnels, aux entreprises publiques ou au centre pour les PPP au sein du ministère des Finances pour mise en œuvre. Il formulera également des indications sur les meilleures solutions de financement de chaque projet. Pour améliorer l'environnement des affaires et garantir la prise de décisions avisées, les délibérations et les décisions de cet organisme doivent être transparentes et il doit réussir à améliorer la coordination entre les entités publiques qui s'occupent d'infrastructures.

Compte tenu de la complexité des relations avec les autorités régionales, un organe central de coordination est nécessaire pour promouvoir et encadrer les projets de PPP, ce qui implique d'apporter une aide directe aux entreprises privées qui soumissionnent pour ces projets, mais il n'est pas certain que le nouveau centre pour les PPP ou le KP2IP jouera ce rôle. Quoi qu'il en soit, les engagements futurs éventuels de l'État doivent être rendus publics pour éviter la tentation de les soustraire à la vigilance du public.

Le long et difficile processus d'acquisition de terres a longtemps constitué un obstacle majeur à l'investissement productif en Indonésie. La loi de 2011 sur l'acquisition de terres tente d'y remédier. Elle permet à l'État d'acquérir des terrains privés pour des projets de travaux publics et instaure un cadre équitable et transparent d'indemnisation des propriétaires fonciers, qui s'accompagne d'une procédure d'appel simplifiée et accélérée prévoyant des délais impératifs pour chaque étape du processus. Le gouvernement Widodo a annoncé son intention de créer un crédit foncier qui faciliterait l'achat par l'État des terrains requis pour le développement des infrastructures.

Améliorer la coordination intergouvernementale et la réglementation au service de l'investissement productif

La décentralisation, amorcée en 2001, a délégué aux administrations infranationales de nombreuses dépenses, comme celles relatives à la voirie locale et au traitement des eaux. La part de l'administration centrale dans les dépenses d'infrastructure est passée d'environ 80 % à 35 % (World Bank, 2013a). Les autorités locales sont certes plus compétentes pour évaluer les besoins régionaux en infrastructures, mais à condition de réussir l'intégration des mesures et règlements infranationaux avec les plans nationaux, comme le MP3EI. Des goulets d'étranglement réglementaires ont été identifiés dans au moins neuf lois nationales, six règlements nationaux, cinq règlements, décrets et avis présidentiels, neuf règlements ministériels et un certain nombre de règlements et de permis infranationaux (OECD, 2012b). Dans le Plan national de développement à moyen terme pour 2015-19 (RPJMN 2015-19) (BAPPENAS, 2015), le gouvernement s'engage explicitement à supprimer ces goulets d'étranglement afin de lever les obstacles à l'investissement et à l'expansion des entreprises dans chaque secteur et chaque région. Le gouvernement devrait non seulement accélérer le processus de simplification réglementaire, mais veiller aussi avec une attention toute particulière à assurer la cohérence des réformes réglementaires entre tous les échelons de l'administration.

Recommandations en vue de promouvoir une croissance économique durable et inclusive

Principales recommandations

- Consacrer davantage de ressources publiques à l'amélioration de l'accès à l'éducation et des retombées de l'enseignement. Poursuivre le programme existant d'évaluations périodiques et de développement professionnel des enseignants et aligner davantage leur salaire sur leurs diplômes et leurs résultats.
- Augmenter les dépenses publiques d'infrastructure. Mettre l'accent sur les transports et sur la logistique afin d'aider l'industrie, ainsi que sur la prévention des catastrophes naturelles et le traitement des eaux.

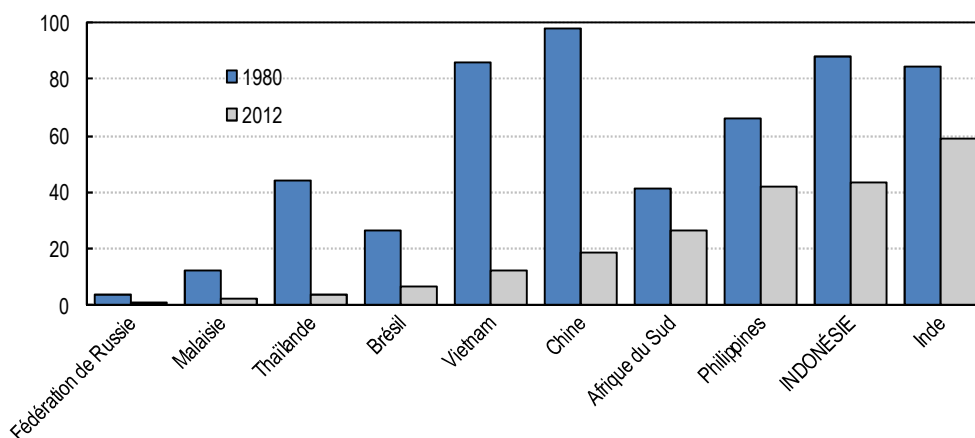
- Éviter le recours à des mesures protectionnistes qui limitent l'ouverture aux échanges et à l'investissement étranger et dont les résultats en matière de développement sont incertains.

Lutter contre la pauvreté et les inégalités

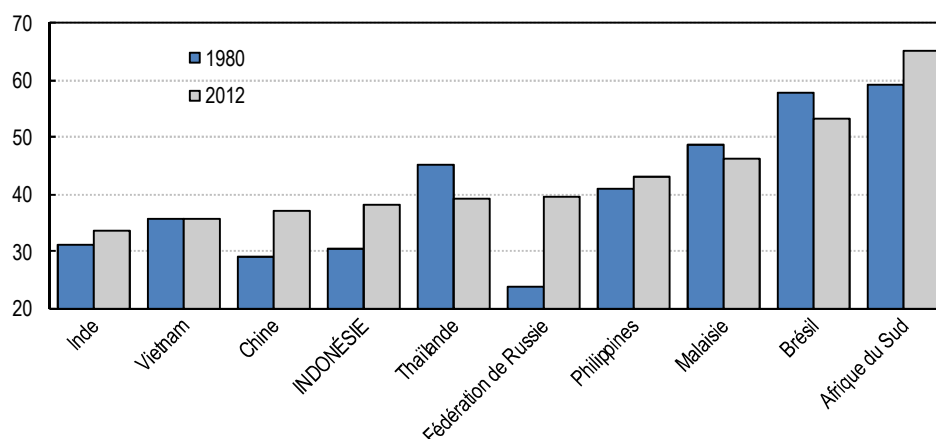
L'Indonésie a obtenu des résultats remarquables concernant la réduction de la pauvreté absolue. Au cours des trois dernières décennies, la croissance du PIB par habitant s'est établie à environ 3.5 % par an en moyenne ; cette progression, associée aux programmes publics de lutte contre la pauvreté, a permis de faire passer le nombre de personnes vivant avec 2 USD par jour de 85 % de la population en 1980 à 43 % aujourd'hui (graphique 16, partie A). En Indonésie, la pauvreté touche principalement, mais pas exclusivement, les habitants des zones rurales et agricoles où se concentre environ la moitié de la population. En 2012, 14.3 % de la population rurale vivait en-dessous du seuil de pauvreté correspondant, contre seulement 8.4 % de la population urbaine.

Graphique 16. **Pauvreté et inégalité**

A. Pourcentage de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour (en PPA)



B. Coefficient de Gini



Source : Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Toutefois, le revenu n'est pas le seul critère de mesure du bien-être des pauvres. Ainsi, moins de la moitié des pauvres vivant en milieu rural ont accès à une eau salubre, les trois

quarts seulement des Indonésiens ont accès à l'électricité et 55 % seulement des enfants pauvres achèvent le premier cycle de l'école secondaire. En outre, la baisse du taux de pauvreté absolue masque une grande vulnérabilité : une grande partie de la population se concentre juste au-dessus du seuil de pauvreté officiel, qui correspondait à une dépense d'environ 248 000 IDR par mois en mars 2013 (environ 22 USD). Environ 22 % des Indonésiens vivent sous ce seuil ou avec un revenu qui se situe dans une fourchette de 20 % au-dessus de ce seuil, tandis que 34 % doivent se contenter d'un revenu inférieur à 1.5 fois le seuil de pauvreté, ce qui les place dans une situation de précarité pratiquement identique. La Banque mondiale (2012) estime que 40 % des Indonésiens sont très vulnérables à la pauvreté.

Les résultats obtenus par l'Indonésie sur le plan de la réduction des disparités de revenu sont moins impressionnants, surtout au cours de la dernière décennie, pendant laquelle le coefficient de Gini a beaucoup augmenté (graphique 16, partie B). Toutefois, par comparaison avec de nombreux autres pays en développement, les inégalités de revenu restent faibles. Néanmoins, la proportion de hauts revenus est montée en flèche à la fin des années 90, coïncidant avec la crise économique, et se situe à un niveau généralement supérieur à celui d'autres pays (Leigh and van der Eng, 2009).

L'Indonésie gère actuellement deux grands programmes de transferts monétaires conditionnels : le BSM, qui porte sur l'éducation, et le PKH (Program Keluarga Harapan), pour la santé et l'éducation. Ces programmes bénéficient du déploiement récent de cartes d'accès gratuit aux soins et à l'éducation et procurent un certain nombre d'avantages. Premièrement, ils visent généralement l'investissement dans l'éducation, la nutrition et la santé des enfants issus de ménages en situation d'extrême pauvreté. Ils contribuent donc à freiner la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et améliorent l'efficacité et la productivité à une beaucoup plus large échelle. Deuxièmement, ils sont le plus souvent bien ciblés, car ils sont par définition destinés à procurer des ressources aux personnes qui en ont le plus besoin. Aussi, l'évaluation des besoins peut souvent faire partie intégrante du programme. Ceci étant, le gouvernement devrait prendre des mesures visant à améliorer le ciblage des programmes d'assistance sociale, y compris des programmes de transferts monétaires conditionnels, en poursuivant ses efforts pour créer un registre unique des ménages vulnérables (PPLS11), gage d'une meilleure efficacité au regard du coût.

L'Indonésie a réalisé des avancées constantes et significatives concernant plusieurs indicateurs clés de la santé de la population au cours des dernières décennies. Pourtant, la malnutrition et les retards de croissance affectent toujours les pauvres, et l'accès universel à des soins de santé de qualité dans l'ensemble de l'archipel est loin d'être une réalité. Le montant total des dépenses consacrées aux soins de santé en proportion du PIB est faible, tout comme le nombre de médecins par millier d'habitants. Le nouveau régime d'assurance santé et le déploiement des cartes *Healthy Indonesia* sont des initiatives bienvenues, mais ces programmes doivent être étroitement suivis pour faire en sorte qu'ils protègent efficacement les ménages (y compris ceux qui comptent des enfants, des personnes âgées, des travailleurs non salariés et informels) contre les risques de dépenses médicales exorbitantes et qu'ils offrent un accès satisfaisant à des services de santé abordables.

Il existe plusieurs autres domaines prioritaires sur lesquels l'Indonésie pourrait porter ses efforts en vue de lutter davantage contre la pauvreté et les inégalités. Il s'agit notamment d'élargir l'accès à l'enseignement scolaire, de continuer de formaliser le régime et les titres fonciers, d'améliorer les infrastructures notamment en zone rurale, et de mieux utiliser le système de prélèvements et de prestations afin d'aider davantage les pauvres. Le chapitre 1 examine en détail ces possibilités d'action.

L'emploi informel aggrave la pauvreté et les inégalités

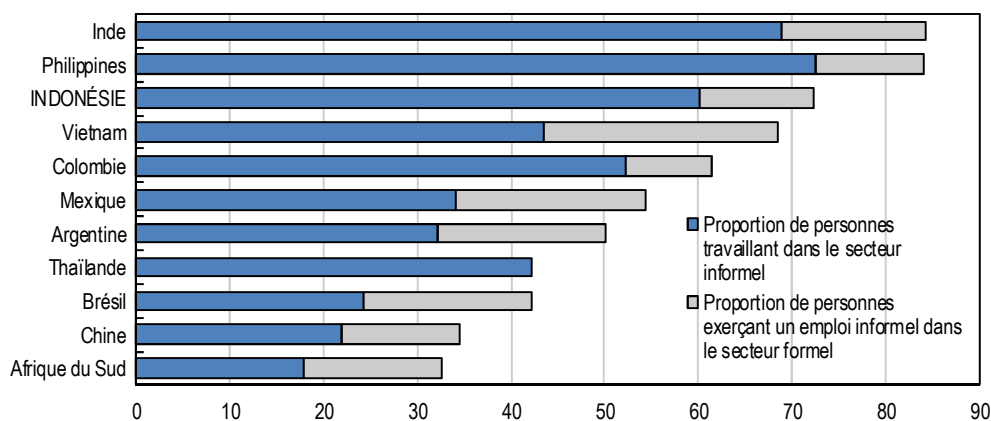
Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), 60 % de l'ensemble des emplois non agricoles en Indonésie sont informels. Bien que cette proportion soit inférieure à celle de l'Inde (68 %) et des Philippines (73 %), elle est bien plus élevée qu'en Chine (33 %) et au Vietnam (44 %) (graphique 17, partie A). En Indonésie, plusieurs facteurs expliquent l'importance du travail informel. Le salaire minimum, qui selon l'OIT s'établissait à 63 % du salaire moyen en 2010, est très élevé par comparaison internationale (partie B). Ce salaire minimum élevé se répercute sur l'ensemble de

l'économie, car il sert de référence lors des négociations salariales ; les hausses récentes, substantielles, se sont ainsi propagées dans toute l'échelle des salaires. Au-delà des effets préjudiciables sur la compétitivité en général, ce phénomène a probablement retardé la création d'emplois dans l'économie formelle et encouragé l'emploi informel. La rigidité de la réglementation du marché du travail et des marchés de produits, caractérisée par des règles strictes en matière d'embauche et de licenciement, favorise aussi le développement du travail informel et la multiplication des micro-entreprises non déclarées en renchérissant le coût d'embauche des travailleurs formels. Dans le même temps, les politiques de réduction de l'économie informelle, telles que l'application plus stricte des textes législatifs et réglementaires, risquent en réalité d'accroître la pauvreté et la précarité en aggravant la situation de personnes déjà vulnérables.

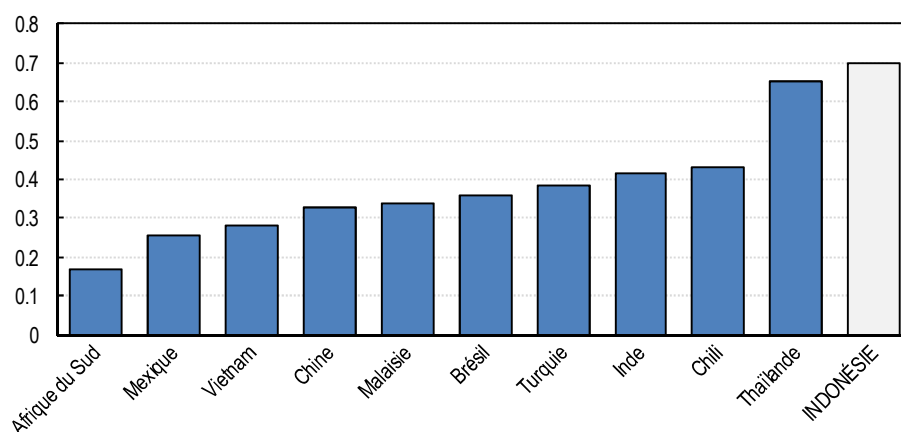
Graphique 17. **Emploi informel et salaires minimums dans une sélection d'économies de marché émergentes**

A. Importance du travail informel

En pourcentage de l'emploi non agricole



B. Salaire minimum rapporté au salaire moyen



Source : OIT (2012), *Statistical update on employment in the informal economy*, juin ; et base de données de l'OIT sur les salaires.

Le système de prélèvements et de prestations peut influencer sur les moyens d'existence des pauvres, au-delà de l'offre publique de biens et de services qui ciblent directement et indirectement la pauvreté. Dès lors que les travailleurs appartiennent au secteur formel et se trouvent donc dans le filet fiscal, la progressivité de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les transferts sociaux peuvent avoir un effet direct et immédiat. Toutefois,

avec plus de 60 % de la main-d'œuvre active totale dans le secteur informel, et un pourcentage beaucoup plus élevé des travailleurs pauvres, l'influence du système de prélèvements et de prestations est probablement limitée. Aussi, la première mesure à prendre pour renforcer son impact sur l'atténuation de la pauvreté est de régulariser les travailleurs informels.

Recommandations en vue de résorber la pauvreté et les inégalités

Principales recommandations

- Accroître, et cibler encore mieux, les dépenses consacrées à la lutte contre la pauvreté et à la santé. Consacrer davantage de ressources publiques à l'amélioration de l'accès à l'éducation et des retombées de l'enseignement.
- Renforcer l'inclusivité financière en développant davantage les activités de banque en ligne, en tirant des enseignements de pays comme l'Inde, le Mexique, les Philippines et le Kenya.
- S'attaquer au travail informel en réduisant les rigidités du secteur formel, en renforçant l'efficacité du système de prélèvements et de prestations pour réduire la pauvreté et en ciblant d'autres prestations sociales.

Autres recommandations

- Poursuivre les efforts pour créer un registre unique des ménages vulnérables afin de mieux cibler l'assistance.

Améliorer l'efficacité du cadre réglementaire et de la fonction publique

Les faiblesses dans les processus législatifs, judiciaires et bureaucratiques continuent de faire obstacle à une croissance et à un développement durables et inclusifs. S'agissant de plusieurs autres indicateurs de la bonne gouvernance, l'Indonésie fait moins bien que nombre de ses voisins et que d'autres économies émergentes (tableau 3). L'indice de l'état de droit 2014 publié par le World Justice Project révèle que la corruption est toujours répandue dans l'appareil judiciaire et au sein des instances d'application du droit (WJP, 2014). En outre, si la délégation des pouvoirs aux régions en 1999 a été un succès politique, elle a également attisé les problèmes de capacités et d'inefficacité des fonctionnaires, et entraîné une hausse de la corruption à l'échelon local (Martini, 2012 ; Rinaldi et al., 2007 ; Rock, 2007). Indonesia Corruption Watch estime qu'un tiers environ du budget national de l'éducation est détourné, principalement à la faveur de pratiques inadéquates d'acquisition de biens et de services. Le cabinet de consultants A.T. Kearney estime que l'Indonésie perd 4 milliards USD chaque année (0.5 % du PIB) du fait de procédures de passation de marchés publics inefficaces. Environ 30 % des affaires traitées par la Commission pour l'éradication de la corruption (KPK) au cours de la dernière décennie concernaient de telles procédures (A.T. Kearney, 2010).

La réforme administrative et de la gouvernance revêtait un caractère prioritaire dans le Plan national de développement à moyen terme (RPJMN 2010-14) et ce statut est conservé dans le RPJMN 2015-19. Le RPJMN 2010-14 entendait y parvenir en renforçant les capacités des fonctionnaires. L'Agence nationale des marchés publics (LKPP) a été mise en place en 2010 afin de suivre et d'évaluer les procédures d'achat dans le secteur public. Le nouveau gouvernement prête également une grande attention à ces problèmes et s'est fixé pour objectif de bâtir une fonction publique professionnelle apte au changement, neutre, intègre et non corrompue. Le RPJMN 2015-19 s'intéresse non seulement aux questions de financement, mais aussi aux réformes réglementaires et institutionnelles nécessaires pour soutenir les priorités régionales, sectorielles et transversales des pouvoirs publics.

Tableau 3. Indicateurs de la gouvernance et de la corruption pour une sélection d'économies régionales et émergentes

Classement selon l'indice de facilité de faire des affaires ¹		Indice de perception de la corruption ²		Indice de maîtrise de la corruption ³		Indice d'efficacité des pouvoirs publics ⁴		Classement du Rapport sur la compétitivité ⁵	
Malaisie	18	Malaisie	52	Brunei	0.6	Malaisie	1.0	Malaisie	20
Thaïlande	26	Brésil	43	Malaisie	0.3	Brunei	0.8	Chine	28
Afrique du Sud	43	Afrique du Sud	42	Brésil	-0.1	Afrique du Sud	0.3	Thaïlande	31
Féd. de Russie	62	Inde	38	Afrique du Sud	-0.2	Thaïlande	0.2	Indonésie	34
Vietnam	78	Philippines	38	Thaïlande	-0.3	Philippines	0.1	Philippines	52
Chine	90	Thaïlande	38	Chine	-0.5	Chine	0.0	Féd. de Russie	53
Philippines	95	Chine	36	Vietnam	-0.6	Brésil	-0.1	Afrique du Sud	56
Brunei	101	Indonésie	34	Inde	-0.6	Inde	-0.2	Brésil	57
Indonésie	114	Vietnam	31	Philippines	-0.6	Vietnam	-0.3	Vietnam	68
Brésil	120	Féd. de Russie	27	Indonésie	-0.7	Indonésie	-0.3	Inde	71
Cambodge	135	Laos	25	Féd. de Russie	-1.0	Féd. de Russie	-0.4	Laos	93
Inde	142	Cambodge	21	Laos	-1.0	Cambodge	-0.8	Cambodge	95
Laos	148	Myanmar	21	Cambodge	-1.0	Laos	-0.9	Myanmar	134

Source : 1. « Facilité de faire des affaires » de la Banque mondiale 2015. 2. Transparency International 2014. 3. Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale 2012. 4. Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale 2012. 5. Forum économique mondial 2014-15.

L'efficacité de la fonction publique a certes progressé (World Bank, 2012a), mais les sureffectifs, le népotisme et les obstacles au licenciement ont ralenti l'ajustement des effectifs des ministères et organismes publics. Les départs en retraite anticipée, l'offre d'indemnités de départ au personnel en surnombre, l'octroi de responsabilités supplémentaires aux cadres aux échelons inférieurs pour recruter et licencier des salariés, et la décentralisation des budgets de personnel auprès de chaque ministère pourraient procurer la flexibilité nécessaire pour améliorer les performances du service public. Le gouvernement s'est engagé à réexaminer les fonctions et les structures de l'ensemble des ministères et organismes rattachés à l'administration centrale d'ici 2019. L'administration centrale, éventuellement le ministère de la Réforme administrative et bureaucratique (PAN Kemeneg), devrait être chargée de rédiger des instructions sur les procédures de départ, car la création de programmes par chaque ministère pourrait entraîner des conflits d'intérêt.

Un programme pilote de réforme administrative a été lancé en 2004 par le ministère des Finances, et en 2008 ce programme a été étendu à de nombreux autres ministères et organismes, avant d'être généralisé à l'échelon régional en 2013. Ses principaux objectifs sont les suivants : *i)* s'attaquer à la corruption, à la collusion et au népotisme ; *ii)* améliorer la prestation de services ; *iii)* renforcer les capacités et le sens des responsabilités des fonctionnaires ; *iv)* améliorer les politiques et pratiques de gestion des ressources humaines ; et *v)* réexaminer les lois et règlements vagues, incohérents et qui font double emploi. Ce programme de réforme a été un succès, et son déploiement dans les régions devrait se poursuivre. Le gouvernement s'est engagé à publier un « Schéma directeur et une Feuille de route pour la réforme administrative » d'ici 2019.

Les autorités ont marqué des points dans la lutte contre la corruption (à la fois grâce à des mesures préventives et répressives), corruption qui a longtemps entravé la croissance. Le classement de l'Indonésie selon l'Indice de perception de la corruption s'est amélioré, passant de 1.9 en 2001 à 3.0 en 2011 (USCS, 2012). La Commission pour l'éradication de la corruption (KPK) a vu le jour en 2002 dans le cadre d'une législation anti-corruption de plus vaste portée et a largement réussi à accroître la sensibilisation du public en ouvrant des poursuites dans des affaires qui ont eu un fort retentissement (encadré 2). Des mesures radicales ont été prises pour éliminer la corruption dans les administrations douanière et fiscale, y compris en congédiant des hauts fonctionnaires et en procédant à une

revalorisation significative des salaires des agents qui y travaillent. Ceci étant, la perception de corruption demeure, surtout aux niveaux inférieurs de la hiérarchie et dans les régions.

Encadré 2. Commission pour l'éradication de la corruption (KPK)

La KPK a été créée en 2002 en tant qu'organisme spécialisé dans la lutte contre la corruption, indépendant du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Elle travaille aux côtés d'instances bien établies comme le parquet et la police nationale et elle est autorisée à mener des enquêtes préliminaires, des enquêtes et des poursuites dans les affaires de corruption qui : *i)* mettent en cause des représentants de autorités répressives, des agents de l'État et d'autres personnes physiques ; *ii)* ont suscité de vives préoccupations dans l'opinion publique et/ou *iii)* ont fait perdre à l'État au moins 1 milliard IDR (70 000 USD). De plus, en vertu de l'article 6 de la Loi n° 30/2002, la KPK est chargée de mener des enquêtes et des poursuites dans les affaires de corruption, de prévenir les pratiques de corruption, de coordonner son action avec celle d'autres organismes publics, de superviser les affaires de corruption gérées par d'autres autorités répressives (la police nationale et le parquet) et également de surveiller la mise en œuvre des règles de bonne gouvernance dans tout le pays.

La KPK est dirigée par cinq commissaires et emploie environ 1 200 personnes, dont quelque 250 enquêteurs et procureurs. Les commissaires exercent leurs activités sous la forme d'un collège d'experts qui doit approuver toutes les enquêtes menées. Les enquêteurs et les procureurs rattachés à la KPK sont généralement des agents chevronnés, principalement recrutés au sein de la police nationale et du parquet. La KPK fait également appel à des experts venus d'autres organismes publics, en particulier des experts financiers. Si ce dispositif ne semble pas idéal du point de vue de l'indépendance et du risque toujours possible de corruption entre ces diverses instances, le processus de contrôle et d'autorisation rigoureux à l'œuvre a largement permis de surmonter cet écueil. Une fois nommés à la KPK, les enquêteurs et les procureurs sont engagés en contrat à durée déterminée et, après trois à cinq ans, sont censés regagner leur administration d'origine. Le financement de la KPK a plus que doublé depuis 2008. En 2014, son budget s'élevait à 559 milliards IDR (43 millions USD).

La KPK met l'accent sur les affaires à fort retentissement et le public semble très satisfait de son efficacité. Depuis sa création en 2002, elle n'a engagé de poursuites que dans quelque 320 affaires, mais a obtenu un taux de condamnation de 100 %. Ces condamnations ont notamment été prononcées à l'encontre de ministres du gouvernement central, de hauts dirigeants et responsables d'entreprises privées, de gouverneurs de province, de policiers, de juges et de procureurs. Comme le prévoit la Loi de 1999 sur la gouvernance, tous les agents de l'État sont tenus de présenter une déclaration de patrimoine à la Commission dans les deux mois suivant la date où ils prennent ou quittent leur fonction. Cette obligation s'applique également au Président de la République et aux ministres du gouvernement central. Le Président Joko Widodo a été le premier à exiger que tous les candidats à un poste ministériel soient approuvés par la KPK, ainsi que par le Centre de déclaration et d'analyse des opérations financières (PPATK) qui suit à la trace les transferts de capitaux internationaux en vue de mettre au jour des faits de corruption, de fraude et d'évasion fiscale.

La délégation d'une partie du pouvoir politique et de prise de décision aux régions a augmenté les risques que les différents échelons de l'administration adoptent des règlements divergents et incompatibles. La loi de 2004 sur l'activité législative et réglementaire a tenté de remédier à ce problème, et des mesures supplémentaires ont été prises depuis lors, notamment avec l'instauration d'examen obligatoires *ex ante* par l'administration centrale des réglementations infranationales qui imposent de nouveaux impôts et prélèvements (OECD, 2012b). Toutefois, il n'existe pas d'institution nationale investie de la responsabilité formelle de coordonner et de surveiller ces examens, ou d'émettre des lignes directrices de bonne pratique. Toutefois, le manque de capacités des administrations infranationales reste un sérieux problème (comme en témoigne la gestion

des PPP). C'est un autre domaine dans lequel le pouvoir central pourrait orienter et aider les administrations infranationales.

Le nouveau Président estime que l'amélioration du climat des affaires est une priorité absolue. L'Indonésie se situe dans la moitié inférieure du classement de la « Facilité de faire des affaires » de la Banque mondiale (tableau 3), bien que son rang se soit amélioré. L'Indonésie obtient de mauvais résultats dans les catégories « Création d'entreprise », « Paiement des impôts » et « Exécution des contrats ». Le gouvernement prévoit d'augmenter le nombre de guichets uniques pour les entreprises, afin de simplifier le processus d'octroi d'autorisations et de permis en confiant ces fonctions à une seule et même entité. Le gouvernement devrait envisager d'adopter une règle de consentement tacite en vertu de laquelle une autorisation est considérée comme accordée si aucune réponse n'est reçue de l'administration dans un certain délai.

Recommandations en vue d'améliorer la réglementation et de combattre la corruption

Recommandations principales

- Renforcer les mécanismes de prévention de la corruption, tout en intensifiant les efforts déployés pour combattre toutes les formes de corruption.
- Accroître le soutien aux administrations infranationales en vue de renforcer leurs capacités, en assurant notamment que l'administration centrale leur procure une assistance technique et administrative.

Tirer le meilleur parti des ressources naturelles tout en préservant l'environnement

L'Indonésie est riche en ressources naturelles, mais celles-ci sont dispersées entre les milliers d'îles qui composent ce vaste pays. Leur exploitation est rendue difficile par la nature unique de sa géographie et le manque d'infrastructures de transport. Malgré des progrès, le secteur agricole souffre d'une productivité faible et d'un soutien inopportun aux cultures vivrières de base. Une réglementation pesante complique l'exploitation de minerais. Dans la dernière enquête menée par l'Institut Fraser (2013), les entreprises minières classaient l'Indonésie dernière sur 96 pays s'agissant de l'attractivité de ses politiques minières.

Accroître la productivité et encourager la diversification de l'agriculture

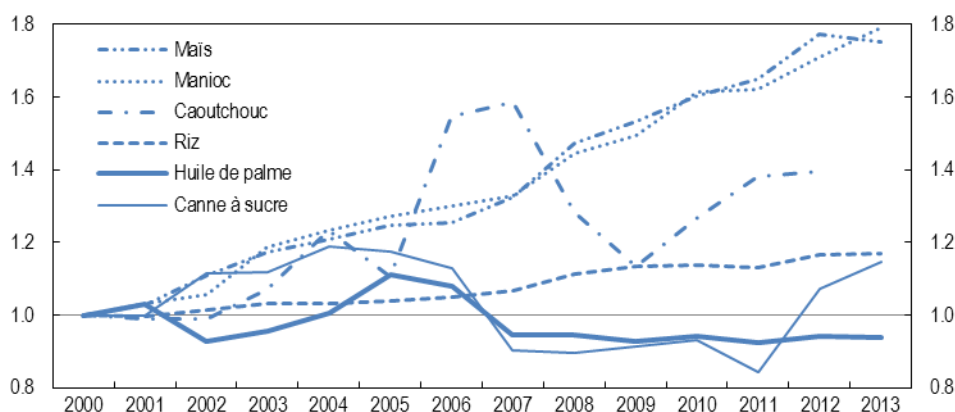
L'Indonésie est devenue un acteur mondial sur de nombreux marchés agricoles et alimentaires (huile de palme, caoutchouc, produits de la pêche). Toutefois, l'amélioration des rendements agricoles varie considérablement d'une culture à l'autre. Les rendements de la culture du riz dépassent les niveaux de la Malaisie, mais sont toujours inférieurs à ceux du Vietnam et de la Chine (OECD, 2012c). En revanche, le rendement de l'huile de palme brute a baissé (graphique 18). Il sera déterminant d'accroître la productivité car l'extension des surfaces cultivées se heurtera de plus en plus aux préoccupations environnementales. L'Indonésie devrait encourager les grandes exploitations et petits producteurs à conclure de nouveaux accords de partenariat, selon le modèle dit du « noyau-plasma » (les petits producteurs occupent 87 % des terres cultivées et produisent 90 % du riz et du maïs du pays (Jeon, 2013)). Ce programme âgé de 30 ans est parvenu à offrir aux grandes entreprises (noyau), privées (comme Unilever) et publiques, l'accès à des financements à des conditions préférentielles et à des baux de longue durée sur des terres appartenant à l'État pour la production de cultures pérennes, en échange de quoi elles fournissent des services techniques et commerciaux aux petits producteurs établis à la périphérie de leurs plantations (plasma).

La croissance de la productivité est également freinée par l'absence d'économies d'échelle due au grand nombre de petites parcelles (la surface des terres arables par

exploitant est de 1 000 mètres carrés, soit la moitié de la moyenne mondiale). Bien que les petites exploitations fassent vivre des dizaines de millions de ménages, les petits producteurs n'ont que peu de moyens financiers pour se développer et moderniser leurs méthodes d'exploitation. L'augmentation de la taille des exploitations nécessitera de réformer le régime complexe de propriété foncière. La plupart des ménages ruraux détiennent des droits fonciers non enregistrés généralement acquis par héritage. Cette situation empêche le regroupement des terres et l'accès au crédit, et donc la formation de capital fixe, car les exploitants doivent offrir des garanties pour satisfaire aux critères de prêt des banques. La création d'un organisme chargé d'accélérer l'enregistrement des droits fonciers devrait être une priorité.

Graphique 18. Production par hectare d'une sélection de cultures

Indice, 2000 = 1



Source : FAOSTAT.

La valorisation de cultures autres que celles traditionnelles est un autre moyen d'améliorer les performances du secteur agricole. Bien que l'aide publique privilégie les cultures vivrières de base (OECD, 2012c), l'Indonésie devrait inciter les exploitants à se diversifier en leur donnant des informations de meilleure qualité sur les cultures spécialisées à haut rendement et sur les prix du marché correspondants. La diversification augmenterait leur participation aux échanges internationaux de produits agricoles et favoriserait la prise de risques et l'innovation. Elle pourrait être encouragée en mettant en place un système d'assurance contre les aléas climatiques ou les fluctuations de prix. En outre, les subventions aux engrais (1.3 % du total des dépenses publiques en moyenne au cours des trois dernières années), appliquées de manière disproportionnée aux cultures vivrières de base (riz, maïs, soja), devraient être progressivement supprimées. Les économies ainsi générées pourraient servir à financer un système de bons que les exploitants seraient libres d'employer comme ils l'entendent. En outre, les entreprises publiques de production d'engrais enregistrent des coûts d'exploitation très élevés, utilisent des technologies obsolètes et ont souvent des délais de livraison excessivement longs. La privatisation des cinq producteurs d'engrais générerait des gains d'efficacité et aiderait également à financer le nouveau système de bons.

L'Indonésie a accompli des progrès considérables vers l'autosuffisance alimentaire. Les rendements des cultures ont augmenté, y compris pour les cultures vivrières, et la malnutrition ne touche plus que 9 % de la population, soit deux fois moins qu'il y a dix ans. La sécurité alimentaire reste un enjeu majeur des politiques publiques. L'État recourt à différents moyens pour y parvenir : constitution de réserves de riz, priorité à la production nationale, soutien des prix, vente de riz aux ménages pauvres à prix subventionnés (RASKIN) et octroi obligatoire de licences et autres restrictions aux échanges internationaux. Néanmoins, ces mesures ont tendance à aggraver la situation : entre 2010 et 2012, le prix du riz indonésien était supérieur de 60 % au prix international de référence, contre 8 % entre

2000 et 2002, et les simulations montrent que ces politiques augmentent le taux de malnutrition quel que soit le scénario de risque utilisé (OECD, 2014c). En outre, l'Indonésie importe seulement 13.1 % des céréales qu'elle consomme. Ce pourcentage n'a pas beaucoup varié depuis 1998, et est comparable à celui de la Thaïlande (12 %) et du Vietnam (13.4 %). Toutefois, il est beaucoup plus faible que dans des pays beaucoup plus riches comme la Malaisie et le Japon, qui se situent tous deux à 80.7 % (données de 2011, moyenne sur trois ans) (FAOSTAT, 2015). En levant les restrictions aux échanges et en supprimant le soutien des prix, l'Indonésie pourrait abaisser les prix des produits alimentaires nationaux et importés, rendant moins nécessaires les politiques coûteuses d'autosuffisance. De fait, les problèmes logistiques (les navires frigorifiques sont rares, par exemple) sont une cause importante d'insécurité alimentaire.

En alternative au système RASKIN, qui ne permet pas toujours d'atteindre la population ciblée et qui entraîne des coûts administratifs élevés, des bons alimentaires ou des transferts en espèces pourraient améliorer la diversité des cultures et seraient moins coûteuses à administrer (Hidrobo et al., 2014). Ils favoriseraient aussi la diversification des cultures. Pour faire des échanges un instrument de lutte contre la pauvreté alimentaire, il faudrait éliminer graduellement les restrictions aux échanges, en coordination avec d'autres membres de l'ASEAN. Les restrictions aux importations, notamment dans les secteurs où l'Indonésie ne possède pas d'avantage concurrentiel, sont particulièrement dommageables.

Les responsables publics devraient mieux cerner les écarts de rentabilité du raffinage entre minerais

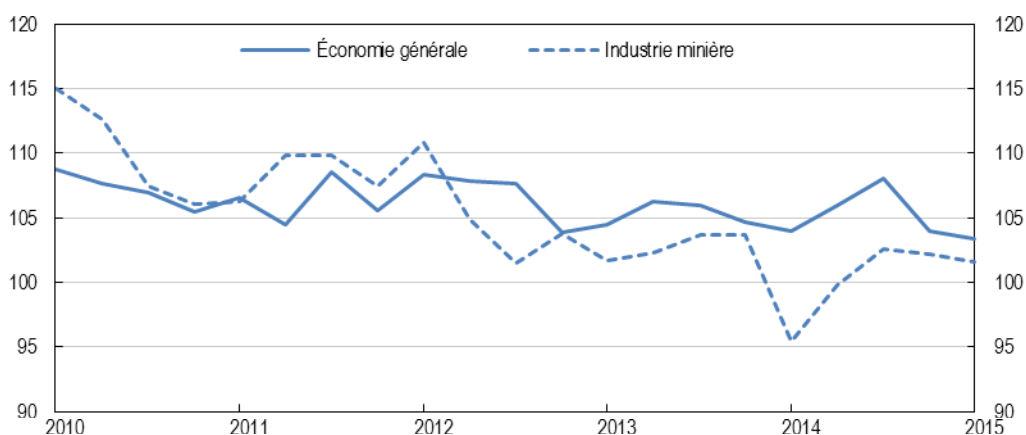
En janvier 2014, le gouvernement a commencé à appliquer l'interdiction d'exporter des ressources minérales non transformées, interdiction votée en 2009. Les exportations de minerais bruts tels que le nickel et la bauxite sont désormais interdites, mais celles de concentrés de minerai (cuivre, fer, manganèse, plomb et zinc) seront autorisées au cours des trois prochaines années, en vertu d'un nouveau règlement qui taxe les exportations de minerais semi-transformés au taux de 20 % à 25 % du produit des ventes, taux qui passera à 60 % d'ici 2016 sauf si les entreprises s'engagent à construire une fonderie. Pour montrer son engagement, Newmont et Freeport ont déposé respectivement 25 millions USD et de 115 millions USD en garantie et ces deux entreprises sont en train d'examiner les emplacements envisageables pour leur fonderie. Ces mesures visent à favoriser le raffinage en Indonésie plutôt qu'à l'étranger.

Ces stratégies de substitution aux importations ont été mises en œuvre par d'autres pays, mais avec des effets mitigés. En cas de réussite, elles peuvent accélérer la croissance à long terme en activant de nouveaux moteurs de croissance. Il existe des exemples de politiques de protection d'industries naissantes qui ont été des succès, mais principalement dans les pays développés. Airbus, de son côté, a pris pied sur le marché international des avions grâce à la forte mobilisation de pays européens. L'Indonésie a instauré une taxe sur les exportations d'huile de palme brute afin de permettre à de nombreux secteurs d'activité du pays de pouvoir continuer à s'en procurer à un coût abordable et afin d'entraver les exportations de cet intrant au prix fort. Dans tous ces cas de figure, il convient de prendre en compte le contexte mondial. S'agissant d'Airbus, l'avionneur s'est implanté sur un marché caractérisé par des rentes monopolistiques élevées, une situation qui justifiait d'autant plus le soutien des pouvoirs publics. Toutefois, pour ce qui est de l'interdiction sur les exportations de minerais imposée par l'Indonésie, les avantages peuvent dépendre des conditions propres aux processus d'extraction et de raffinage de chaque minerai. Par exemple, le raffinage du nickel et de la bauxite génère plus de valeur que celui du cuivre, dont la valeur marchande tient essentiellement au processus de concentration, qui est déjà réalisé en Indonésie (USAID, 2013). Le secteur est également victime d'une mauvaise gestion et de la corruption. Un audit de l'industrie minière indonésienne mené par la KPK début 2014 a mis au jour plus de 2.3 milliards USD de fraude fiscale, conduisant à la révocation de plus de 4 000 permis d'exploitation minière. Le nouveau gouvernement a demandé à la KPK de procéder à un examen en profondeur de la gestion de l'ensemble du secteur du pétrole et du gaz, y compris de l'entreprise d'État Pertamina.

L'interdiction des exportations de minerais a des coûts directs. Le secteur de l'extraction de minerais, et les recettes fiscales qu'il procure, sont touchés par la baisse des exportations. Pour aboutir, une stratégie de substitution des importations nécessitera d'importants investissements dans la construction de capacités de raffinage et des infrastructures sous-jacentes. L'annonce de cette mesure semble avoir provoqué une forte baisse des prévisions des entreprises (graphique 19), et de telles politiques risquent de ternir la réputation internationale de l'Indonésie en tant que pays propice aux investissements et aux affaires. L'investissement dans l'exploration de minerais est déjà faible par comparaison internationale : seulement 80 millions USD en 2011 (Energy and Mining Journal, 2012), contre 2.9 milliards USD en Australie (Australian Bureau of Statistics, 2014). Pour optimiser les avantages et contenir les risques, le gouvernement devrait revoir sa stratégie en tenant compte des prévisions de rentabilité de la transformation sur le territoire national pour chaque métal.

Graphique 19. Prévisions des entreprises

Un résultat supérieur à 100 correspond à une amélioration des conditions d'affaires



Source : CEIC.

Protéger l'environnement et exploiter le potentiel offert par les énergies renouvelables

La croissance économique et démographique rapide et l'urbanisation galopante mettent l'environnement sous pression. Selon l'indice de performance environnementale 2010 élaboré en commun par la BAD, l'OIT et la BID, l'Indonésie se classe 134^e sur 163 pays (OECD, 2012c). La place grandissante des combustibles fossiles dans le mix énergétique du pays constitue un sérieux problème, qui compromet son engagement pris en 2009 devant le G20 de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 26 % d'ici 2020 par rapport à un scénario de politiques inchangées. De fait, les émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergies fossiles mesurées en 2011 étaient déjà supérieures de 12.3 % à celles de 2009 (AIE, 2013). L'Indonésie est le cinquième producteur mondial d'électricité à partir de combustibles fossiles, devant les États-Unis. Cette tendance est amplifiée par un prix implicite du carbone négatif pour le charbon qui s'explique par le système de subventions en faveur de l'électricité (OECD, 2014a). L'élimination progressive de toutes les subventions ferait augmenter le prix implicite et réduirait la consommation. La faible efficacité de la production d'électricité à partir du charbon, inférieure à la fois aux normes mondiales et asiatiques, est également préoccupante et pourrait être améliorée en exploitant des centrales plus propres et plus efficaces.

La déforestation est l'une des principales causes du mauvais bilan de l'Indonésie en matière d'émissions. Sa couverture forestière en pourcentage de la surface totale du territoire a reculé de plus de 10 points entre 1990 et 2011. Le gouvernement devrait accroître les ressources consacrées au reboisement et à la lutte contre l'abattage clandestin, et punir plus sévèrement les feux de forêt délibérés. Les nouvelles activités agricoles devraient être

autorisées uniquement sur les terres couvertes de broussailles et sur les terres agricoles abandonnées. La KPK a récemment annoncé que 89 % des 128 millions d'hectares de forêts du pays n'étaient couvertes par aucune réglementation ou autorisation, rendant leur protection difficile (Jakarta Post, 2013). Les pouvoirs publics devraient faire en sorte que les droits de propriété soient bien définis pour toutes les terres publiques et privées et qu'elles soient soumises à une surveillance étroite.

L'exploitation minière contribue elle aussi à la détérioration de l'environnement, essentiellement par la pollution de l'eau et les atteintes aux écosystèmes. Les plupart des sites d'extraction du charbon sont à ciel ouvert et situés dans des zones vierges reculées, aggravant les risques environnementaux. Néanmoins, certaines grandes compagnies minières affiliées à l'Association indonésienne de l'industrie houillère poursuivent d'ambitieux programmes de réhabilitation. Pourtant, les mines de plus petite taille, souvent illégales, n'ont ni les incitations ni les moyens de réparer les dommages causés par leurs activités. Il faudrait consacrer plus de moyens à la lutte contre l'exploitation minière illégale.

Les réserves indonésiennes d'énergie géothermique, estimées à 40 % du total mondial (AIE, 2008), pourraient être plus activement valorisées. Bien que l'exploitation de l'énergie géothermique soit coûteuse, c'est une énergie propre et abondante. En août, la Chambre des Représentants a approuvé une révision de la loi sur la géothermie autorisant l'exploitation de sources géothermiques dans les forêts protégées du pays. Cette loi restitue également au gouvernement central le pouvoir de délivrer des autorisations et de mener des appels d'offres dans le domaine de l'exploitation de l'énergie géothermique. Avec l'entrée en vigueur du nouveau cadre réglementaire, le gouvernement devrait accélérer l'étude et l'adjudication de nouveaux projets géothermiques. Pour attirer les investisseurs, il faudrait relever le prix plafond de l'électricité produite dans des centrales géothermiques. L'énergie hydroélectrique et l'énergie solaire sont d'autres sources d'énergie renouvelables qui sont sous-utilisées. Compte tenu de l'importance de l'agriculture, la biomasse recèle aussi un vaste potentiel, car tous les sous-produits agricoles non utilisés constituent potentiellement de la biomasse. Plusieurs initiatives ont été lancées en ce sens, comme la signature récente d'un accord entre les compagnies publiques d'énergie et General Electric pour le développement et le déploiement de systèmes de gazéification de la biomasse.

Recommandations visant à tirer le meilleur parti des ressources naturelles tout en préservant l'environnement

Principales recommandations

- Réorienter l'interdiction d'exportation des minerais en se fondant sur une évaluation des coûts et des avantages découlant du traitement de chaque minéral en Indonésie. Fournir des infrastructures et de l'électricité aux nouvelles fonderies.
- Accroître la productivité agricole en fournissant une assistance et une formation techniques, notamment par le biais d'accords entre les petits propriétaires et les grandes exploitations. Favoriser l'accès au crédit des exploitants agricoles en accélérant l'acquisition de titres fonciers. Faire baisser les prix des denrées alimentaires en assouplissant les restrictions aux échanges internationaux.
- Consacrer plus de ressources à faire respecter les lois contre les activités illégales de déforestation, d'abattage des arbres et d'exploitation minière.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre en valorisant davantage l'électricité verte, en particulier géothermique.

Bibliographie

- Australian Bureau of Statistics (2015), ABS database available at <http://www.abs.gov.au/>
- BAD (2015), Asian Development Bank: Asia Bonds Online, <http://asianbondsonline.adb.org>. Accessed 25 February 2015.
- BAPPENAS (2013), *Public-Private Partnerships: Infrastructure Projects Plan in Indonesia 2013*, Badan Perencanaan Pembangunan Nasional (Bappenas), <http://pkps.bappenas.go.id/attachments/article/1154/PPP%20BOOK%202013.pdf>.
- BAPPENAS (2014), *Medium Term National Development Plan (RPJMN) 2015-2016*.
- BBVA (2015), *Mexico Banking Outlook*, January 2015. www.bbva.com/wp-content/uploads/2015/02/1501_MexicoBankingOutlook_Jan15.pdf
- Bloomberg (2013), “World’s Most Profitable Banks in Indonesia Double U.S. Returns”, 5 February.
- CRED (2015), Centre for Research on the Epidemiology of Disasters EM-DAT: International Disaster Database. <http://www.emdat.be/database>. Accessed 25 February 2015.
- Davis, L. (2014), “The Economic Cost of Global Fuel Subsidies”, *American Economic Review: Papers & Proceedings*, Vol. 104, Issue 5, pp. 581–585, May.
- Demircug-Kunt, A. and L. Klapper (2013), “Measuring Financial Inclusion – Explaining variation across and within countries”, www.brookings.edu/~media/Projects/BPEA/Spring-2013/2013a_klapper.pdf.
- Dutu, R. (2015), “Decomposing Shocks to the Indonesian Business Cycle using an Estimated DSGE Model”, *Technical Background Paper* (forthcoming).
- Energy and Mining Journal (2012), “Transforming the Nation’s Mining Industry. Indonesian coal giants look to take the next step”, pp. 52-59.
- FAOSTAT (2015), FAOSTAT Database available at <http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/home/E>
- Fenochietto, R. and C. Pessino (2013), “Understanding Countries’ Tax Effort”, IMF Working Paper WP/13/244.
- Fraser Institute (2013), *Survey of Mining Companies 2012/2013*, Vancouver.
- Hidrobo, M., J. Hoddinott, A. Peterman, A. Margolies and V. Moreira (2014), “Cash, food, or vouchers? Evidence from a randomized experiment in northern Ecuador”, *Journal of Development Economics* Vol. 107, pp. 144-156.
- IEA (2008), *Energy Policy Review of Indonesia*, OECD/IEA Publishing.
- IEA (2013), *CO2 Emissions From Fuel Combustion Highlights 2013*, OECD/IEA Publishing.
- IMF (2013), “Indonesia Staff Report for the 2013 Article IV consultation”, *Country Report*, No. 13/362.
- Jakarta Post (2013), “REDD+ agency to begin work soon”, 20 December.

- Jeon, S. (2013), "Agricultural transformation and the escape from the middle-income country trap: challenges facing small farmers in Indonesia in a time of green restructuring", PhD thesis, The Graduate Institute, Geneva.
- Johansson, A., Y. Guillemette, F. Murtin, D. Turner, G. Nicoletti, C. de la Maisonneuve, G. Bousquet, and F. Spinelli (2013), "Long-Term Growth Scenarios", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1000, OECD Publishing.
- Leigh, A. and P. van der Eng (2009), "Inequality in Indonesia: What can we learn from top incomes?", *Journal of Public Economics*, Issues 1–2, Vol. 93, pp. 209–12, February.
- Martini, M. (2012), "Causes of corruption in Indonesia", Transparency International U4 Expert Answer, 7 August 2012, Number 338; <http://www.u4.no/publications/causes-of-corruption-in-indonesia/downloadasset/2890>.
- OECD (2012a), *Education at a Glance 2012: OECD Indicators*, OECD Publishing.
- OECD (2012b), "Indonesia: Government Capacity to Assure High Quality Regulation", *OECD Reviews of Regulatory Reform*, September, OECD Publishing.
- OECD (2012c), *OECD Review of Agricultural Policy, Indonesia*, OECD Publishing.
- OECD (2012d), *OECD Economic Surveys: Indonesia*, OECD Publishing.
- OECD (2014a), *Toward Green Growth in Emerging and Developing Asia*, Chapter 2, OECD Publishing.
- OECD (2014b), *Measuring Innovation in Education: A New Perspective*, OECD Publishing.
- OECD (2014c), *Transitory Food Insecurity in Indonesia*, OECD Publishing.
- OECD (2015), *Education Policy Review of Indonesia 2015*, OECD Publishing.
- RBA (2013), "East Asian Corporate Bond Markets". *Reserve Bank of Australia Bulletin* – September Quarter
- Rinaldi, T., M. Purnomo and D. Damayanti (2007), *Fighting Corruption in Decentralised Indonesia*, The World Bank, Jakarta.
- Rock, M. (2007), "Corruption and Democracy", *United Nations/Department of Economic and Social Affairs Working Paper* No. 55, August.
- Stapleton, T. (2013), "Unlocking the transformative potential of branchless banking in Indonesia", *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, Vol. 49, No. 3, pp. 55–80.
- Timmer, C. (2014), "Rice price stabilization in Indonesia: A century-long perspective", presentation to World Bank conference "Food Price Volatility, Food Security and Trade Policy," 18-19 September.
- UNICEF (2012), *Indonesia: Annual Report 2012*, New York.
- USAID (2013), *Economic Effects of Indonesia's Mineral-Processing Requirements for Exports*, April, Washington, D.C.
- USCS (2012), "Doing Business in Indonesia: 2012 Country Commercial Guide for U.S. Companies", US Commercial Service and US State Department, Washington, D.C.
- WJP (2014), "WJP Rule of Law Index 2014", World Justice Project, Washington, D.C.
- World Bank (2012a), *Indonesian Economic Quarterly*, October, Washington, D.C.

- World Bank (2012b), *India Economic Update*, September, Washington, D.C.
- World Bank (2013a), *Indonesia Economic Quarterly FY13*, May, Washington, D.C.
- World Bank (2013b), *Spending more or spending better: Improving education financing in Indonesia*, March, Washington, D.C.
- World Bank (2014a), “Why Is Reducing Energy Subsidies a Prudent, Fair, and Transformative Policy for Indonesia?”, *Economic Premise* 136, Washington, D.C.
- World Bank (2014b), “Investment in Flux”, *Indonesian Economic Quarterly*, March, Washington, D.C.
- World Bank (2014c), “The Opportunities of Digitizing Payments: How digitization of payments, transfers, and remittances contributes to the G20 goals of broad-based economic growth, financial inclusion, and women’s economic empowerment”, World Bank Development Research Group.
- World Bank (2014d), “Delivering Change”, *Indonesian Economic Quarterly*, December, Washington, D.C.

Annexe

Progrès des réformes structurelles

La présente annexe examine les progrès réalisés dans le domaine de la réforme structurelle sur la base des recommandations formulées dans *l'Étude économique* de 2012.

Politique monétaire et budgétaire et marchés de capitaux

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
Atteindre la cible d'inflation et, comme prévu, la réduire au fil du temps. Pour ce faire, les autorités devraient s'appuyer sur des hausses des taux d'intérêt et des mesures de gestion de la liquidité ou macroprudentielles.	La Banque d'Indonésie a renforcé sa panoplie de mesures monétaires, de gestion de la liquidité et macroprudentielles et a renforcé la coordination du contrôle de l'inflation avec l'administration d'État et les administrations régionales.
Accélérer les efforts pour adopter une Loi sur le microfinancement et développer la couverture sectorielle du cadre réglementaire.	La Loi n° 1/2013 sur les institutions de microfinancement qui a été votée, a été suivie de la promulgation des décrets d'application correspondants.
Réduire sensiblement les subventions aux combustibles fossiles et à l'électricité et mettre en œuvre un programme additionnel de transferts monétaires compensatoires pour empêcher une aggravation de la pauvreté. Lancer une vaste campagne de communication sur l'efficacité de la réforme et ses avantages sur le plan de la distribution. À titre provisoire, rétablir une règle reliant les prix des combustibles aux évolutions des marchés internationaux du pétrole, règle qui resterait valide tant que les subventions ne sont pas sensiblement réduites.	Un système de subventions fixes a remplacé le dispositif de subventions qui déterminait le prix des combustibles fossiles. Durant la période de transition vers ce nouveau régime, des transferts monétaires soumis à conditions ont été utilisés pour en amortir l'impact sur les ménages à faible revenu.

Recettes fiscales

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
Poursuivre les efforts visant à augmenter le nombre de contribuables, notamment parmi les travailleurs indépendants. Adopter un numéro d'identification unique pour les personnes physiques, et supprimer la nécessité d'en faire la demande, par exemple en utilisant le numéro de la carte nationale d'identité. Envisager de supprimer l'obligation de déposer une déclaration d'impôt pour les salariés ayant une seule source de revenu. Alléger temporairement, pour les primo-déclarants seulement, les sanctions imposées en cas d'irrégularités passées.	Le programme de synchronisation du numéro national d'identification et du numéro d'identification du contribuable est encore en cours. En Indonésie, tous les contribuables sont tenus de remplir une déclaration d'impôt, les seules dérogations prévues n'étant applicables qu'à des catégories très restreintes de contribuables, à savoir ceux qui, au cours de l'année fiscale, perçoivent un revenu qui n'est pas supérieur au revenu non imposable.
Soumettre les avantages accessoires et les indemnités versés par l'employeur à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et s'acheminer vers l'égalité de traitement fiscal des intérêts et des dividendes perçus, par exemple en considérant comme un impôt final la retenue à la source de l'impôt sur les dividendes, comme c'est le cas pour les intérêts.	Les avantages accessoires et les indemnités versés par l'employeur sont soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques à trois conditions. Premièrement dans les cas où l'employeur n'est pas un contribuable. Deuxièmement, lorsque l'employeur ne perçoit que des revenus qui sont imposés au titre de l'impôt final. Troisièmement, si l'employeur ne perçoit que des revenus, qui sont imposés en calculant ce qui est considéré comme le bénéficiaire tiré des revenus. Depuis la révision de la Loi relative à l'impôt sur le revenu en 2008, la retenue à la source des dividendes perçus par les contribuables est considérée comme un impôt final. De ce fait, certains points relatifs à cette recommandation ont été mis en œuvre.

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
Réexaminer les incitations fiscales et en particulier les exonérations partielles ou totales dont bénéficient certains secteurs ou projets d'investissement. Si des aides à l'investissement sont octroyées, elles doivent largement bénéficier à toutes les entreprises, en privilégiant les crédits d'impôt aux exonérations fiscales.	Un décret du ministre des Finances relatif à des facilités fiscales applicables à l'impôt sur le revenu, visant à soutenir les investissements dans certaines branches d'activité et certains domaines, a été signé en septembre 2012 en vue de porter à 129 le nombre des branches d'activité concernées, qui était de 38 en vertu du précédent décret (PMK 144/2012). Le dispositif d'exonérations totales ou partielles a été prolongé d'un an jusqu'en 2015 (PMK 192/2014).
Réduire la charge que représente la mise en conformité pour les petites entreprises en introduisant un régime fiscal spécifique conjuguant des procédures simplifiées, un taux d'imposition faible et des mesures rigoureuses pour faire respecter les obligations fiscales, comme le prévoit le gouvernement.	Un décret visant à simplifier les procédures fiscales, à promouvoir la transparence et la discipline fiscale des petites entreprises a été promulgué. Il prévoit l'application d'un taux d'imposition de 1 % du chiffre d'affaires (PP 46/2013).
Prendre en compte les risques de prospection et de développement en autorisant la déduction intégrale des coûts correspondants des recettes d'exploitation.	La déduction intégrale des coûts a été autorisée pour les activités pétrolières et gazières parvenues en phase d'exploitation.
Renoncer aux redevances fondées sur les recettes et donner plus de poids à l'imposition des rentes économiques, à des taux plus élevés qu'actuellement.	Les redevances de 111 sociétés d'exploitation minière sont en cours de renégociation.
Réexaminer les obligations de transformation et de propriété locales dans les industries extractives et s'employer plutôt à accroître la part des prélèvements fiscaux de l'État.	Pas de mesure prise. Ces exigences sont importantes afin de créer de la valeur ajoutée pour les produits miniers.
Réexaminer les taxes à l'exportation, en tenant compte de leurs incidences pour l'ensemble de l'économie, y compris le commerce international.	Les taxes à l'exportation sont constamment réexaminées en tenant principalement compte de la nécessité de satisfaire les besoins intérieurs, de préserver les ressources naturelles, de maintenir la stabilité des prix de certains produits de base et d'anticiper de très fortes fluctuations des prix de certains produits de base sur le marché international.
Réduire au strict minimum le nombre d'activités exemptées de la TVA..	Le nombre d'activités exemptées de la TVA a été progressivement réduit.
Introduire une taxe sur le carbone à taux faible dans un premier temps.	Cette mesure est actuellement à l'étude.
Actualiser le registre des valeurs cadastrales en vue d'augmenter les recettes fiscales issues des taxes périodiques sur les biens immobiliers. Envisager de s'acheminer vers un calcul simplifié, fondé sur la superficie, des impôts dus.	Le registre des valeurs cadastrales est mis à jour tous les trois ans. Depuis le 1 ^{er} janvier 2014, l'impôt sur la propriété immobilière est entièrement géré par l'administration locale.
Procéder à une évaluation plus systématique des risques avant de décider d'engager un contrôle fiscal, et supprimer les contrôles automatiques. Augmenter le nombre de contrôleurs	Aucune mesure n'a été notifiée.

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
<p>Utiliser davantage les informations de tiers et les méthodes indirectes pour déterminer l'impôt à payer, par exemple les informations sur les avoirs ou biens de consommation pour déclencher des contrôles fiscaux, même pour les individus non enregistrés en tant que contribuables.</p>	<p>Aucune mesure n'a été notifiée.</p>
<p>Mettre en œuvre le recensement fiscal prévu afin d'intégrer de nouveaux contribuables dans la base d'imposition, et créer de nouveaux centres des impôts spécialisés dans les ménages aisés en dehors de Jakarta</p>	<p>Un recensement fiscal a été mené à bien à la mi-2012 dans les trois zones prioritaires suivantes : les quartiers commerciaux/d'affaires, les quartiers d'immeubles de grande hauteur et les quartiers résidentiels de luxe. Les observations tirées de ce recensement ont conduit à un certain nombre de modifications, la procédure opérationnelle standard d'utilisation des données a été repensée, le processus de nettoyage et de recoupement des données a été renforcé pour les données issues du recensement et le traitement administratif des données issues du recensement a été amélioré. Depuis 2012, ce traitement administratif a permis de classer les personnes recensées en fonction de leur potentiel contributif, d'assurer un suivi des données du recensement et d'évaluer ce suivi. Un recensement fiscal a été effectué fin 2013 ciblant en priorité les quartiers commerciaux/d'affaires, les quartiers résidentiels de luxe et d'autres quartiers susceptibles de présenter un intérêt. Ce recensement visait également à améliorer la connaissance qu'avaient les personnes interrogées du régime fiscal.</p> <p>Il n'y a pas eu de recensement en 2014 mais les centres des impôts ont dû assurer le suivi des données provenant des recensements effectués. Depuis 2014, la Direction générale des impôts (DGI) étend le champ des données prises en compte en utilisant d'autres sources comme le numéro national d'identification et la déclaration de propriété de biens de luxe, ainsi que le relevé des prélèvements à la source</p>

Recommandations de l'Étude

Poursuivre les efforts en vue d'améliorer la gestion des ressources humaines de l'administration fiscale en réduisant les disparités de formation entre les différents centres des impôts et entre les agents. Accroître les capacités d'action en justice de l'administration fiscale, en lui permettant de faire appel à des conseils juridiques extérieurs dans les dossiers en appel à fort enjeu, et concrétiser le projet d'instaurer des tribunaux fiscaux en dehors de Jakarta

Mesures prises depuis la dernière Étude

Les programmes de développement des capacités de la DGI s'articulent autour de diverses méthodes de formation ayant subi avec succès une série d'améliorations déterminées par une évaluation annuelle. Le processus de développement et d'amélioration des activités de renforcement des capacités organisé par la DGI est exposé ci-après : *i)* Les supports des formations organisées en classe à l'extérieur par l'organisme chargé de l'éducation et de la formation financières (FETA) ont été validés à l'aide des normes de compétences techniques professionnelles. Une fois validés, ces supports pédagogiques sont censés être conformes à ces normes ; *ii)* La normalisation des supports servant aux formations internes organisées au sein de la DGI a été effectuée en fonction des besoins de compétences, conformément aux normes de compétences techniques professionnelles pour 8 familles d'emploi définies dans le Décret de la DGI référencé sous la cote KEP-165/PJ/2012 ; *iii)* La révision des supports de formation sur le tas et l'apport de nouveaux supports dans ce cadre sont effectués une fois par an dans l'optique de renouveler les supports pédagogiques ; *iv)* La révision des modules d'apprentissage interactifs en ligne et l'ajout de modules supplémentaires servant de support de formation doivent satisfaire aux besoins de compétences correspondant à chaque fonction ; *v)* L'amélioration du Système des supports de formation pour les besoins de l'Analyse des besoins de formation et l'évaluation de la mise en œuvre des compétences sont le fait du Centre de compétences. De plus, pour renforcer les capacités de ses salariés, la DGI a également utilisé plusieurs techniques : *i)* elle s'est servi des technologies de l'information en organisant des formations par petits groupes afin de s'assurer que ses salariés bénéficient des mêmes opportunités et remplissent toutes les conditions requises pour suivre la formation ; *ii)* La DGI coopère constamment avec la FETA et les pays donateurs pour améliorer la formation de ses salariés et/ou renforcer ses capacités de formation ; *iii)* Tout programme de formation interne organisé en son sein doit systématiquement se fonder sur un mécanisme de déontologie interne et de transformation du dispositif en place. Sont en outre organisés : *i)* des formations à l'acquisition de compétences en matière de communication judiciaire à l'intention des agents chargés des dossiers en poste à Jakarta, Surabaya et Yogya dan Medan ; *ii)* des formations à des thématiques spécifiques comme les prix de transferts, etc. ; *iii)* à échéances régulières, des ateliers et des forums de coordination à l'intention des agents chargés des dossiers ; *iv)* des juristes venus d'universités prestigieuses comme l'université d'Indonésie, l'université Gajah Mada, l'université Diponegoro et l'université Parahyangan sont en outre invités pour apporter leur concours à la DGI lors des audiences auprès des tribunaux fiscaux ; *v)* la DGI envisage d'élaborer une procédure opérationnelle standard pour appuyer l'administration des tribunaux fiscaux en dehors de Jakarta.

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
<p>Renforcer les systèmes de contrôle interne et les actions disciplinaires au sein de l'administration fiscale. Améliorer la transparence des décisions administratives en permettant aux contribuables de consulter leur dossier fiscal, en publiant tous les décrets et textes d'application et en rendant publics les jugements qui établissent des précédents</p>	<p>Cette recommandation a été mise en œuvre. La Direction chargée de la déontologie interne et de la transformation du dispositif en place a pris diverses mesures pour renforcer les mécanismes de contrôle interne et les mesures disciplinaires, notamment : en appliquant le code de conduite, en faisant respecter en interne les valeurs de l'administration, en mettant en œuvre un système de protection des lanceurs d'alerte, en traitant les plaintes à la fois directement et indirectement, en procédant à des contrôles de la conformité, en appliquant des techniques de gestion des risques, en veillant au respect de l'obligation de déclaration du patrimoine, en assurant une détection rapide d'éventuels agissements répréhensibles/de refus d'obéissance, en développant les unités chargées de la déontologie interne au sein des bureaux de la DGI, en veillant au respect de l'obligation de déclaration des cadeaux/gratifications, en diffusant la campagne « Pour une DGI propre », en menant des enquêtes en cas d'agissements répréhensibles/de refus d'obéissance, en recommandant de sanctionner le cas échéant les unités concernées et en développant la coopération avec la Commission pour l'éradication de la corruption. En outre, la DGI a adopté la circulaire du Directeur général n° 8 de 2013 afin d'assurer que le dispositif de sanction de ses agents est conforme aux principes de bonne gouvernance. Par ailleurs, la portée des contrôles effectués par la DGI sera circonscrite conformément à l'Initiative n° 15 du programme de réforme structurelle.</p> <p>Dans les centres rattachés au Bureau régional des impôts chargés des grands contribuables, un dispositif de suivi de l'avancement des services de la DGI permet aux contribuables de consulter les informations les concernant. Cela étant, ce dispositif ne permet actuellement de contrôler que les catégories de services suivants : les demandes d'attestation de paiement de l'impôt, les demandes d'attestation d'exonération fiscale des importations au titre de l'article 22, les demandes d'attestation d'exonération fiscale au titre de l'article 23, et les demandes d'attestation d'exonération fiscale pour les dépôts donnant lieu au versement d'intérêts fixes, les certificats au titre des dépôts et taux d'escompte de la Banque d'Indonésie. En outre, tous les décrets et règlements d'application peuvent être consultés sur le site web officiel de la DGI : www.pajak.go.id</p>

Éducation de échanges

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
Faciliter l'accès à l'éducation et à la formation des étudiants issus de milieux défavorisés. Évaluer rigoureusement l'efficience coût de tous les programmes existants destinés à améliorer les compétences des jeunes ayant abandonné l'école et des travailleurs et éliminer progressivement les programmes inefficaces.	Même si les objectifs stratégiques du programme d'assistance sociale n'ont pas été atteints, la participation de la collectivité à l'organisation de cours et de formations a contribué à améliorer les compétences des personnes sans emploi afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail, ainsi que la création d'entreprises autonomes. Octroi de bourses aux collectivités pour contribuer au financement de programmes d'amélioration de la qualité et à l'organisation de cours et de formations par les institutions.
Évaluer l'incidence des obstacles non tarifaires sur les échanges et l'économie intérieure et supprimer ceux qui sont jugés défavorables à la croissance. Supprimer les nouvelles réglementations qui limitent l'éventail des produits qu'un importateur général peut importer. Assouplir les obstacles restants à l'investissement direct étranger, sauf s'ils répondent à des préoccupations d'intérêt public.	Les mesures prises pour renforcer les qualifications et les compétences des travailleurs et des personnes sans emploi sont mises en œuvre par le biais de formations dispensées dans différents centres de formation professionnelle. Le fait de cibler les programmes de formation sur les compétences permet d'en contrôler le rapport coût/efficacité. L'Indonésie a adhéré à la Convention internationale sur la simplification et l'harmonisation des procédures douanières (Convention de Kyoto révisée), à la Convention relative à l'admission temporaire (Convention d'Istanbul) et à l'accord douanier de l'ASEAN. Il s'ensuit que les formalités de douane sont désormais conformes aux normes internationales.

Développement des PME et autres

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
Réexaminer systématiquement toutes les conditions importantes d'octroi de licences aux entreprises aux niveaux national et local, en vue de simplifier les règles et de faire en sorte qu'elles restent efficaces par rapport à leur coût. Sanctionner les administrations régionales qui ne progressent pas suffisamment en matière de simplification et de consolidation.	En décembre 2013, le ministère du Commerce a publié un règlement relatif à la simplification du processus d'octroi de licences aux entreprises. L'objectif est de réduire à 3 jours le délai de traitement d'une demande de licence. Des sanctions seront prises si les autorités locales, qui délivrent les licences, ne respectent pas ce délai.
Si les finances publiques le permettent, accroître les dépenses publiques au titre des projets d'infrastructure performants plus que cela n'est déjà prévu.	Dans le Budget rectificatif pour 2015, le gouvernement a renforcé le rôle des entreprises publiques dans le développement des infrastructures en vue d'accélérer la mise en œuvre des programmes prioritaires par des mécanismes tels que les programmes publics d'investissement en capital, les partenariats public-privé et les accords de prêts subsidiaires. Les domaines prioritaires sont la connectivité des infrastructures nationales, les infrastructures maritimes, la souveraineté alimentaire et l'énergie.
Réduire les subventions à l'électricité et offrir des transferts monétaires aux ménages pauvres pour compenser la hausse du prix de l'électricité.	Le gouvernement a réduit les subventions en faveur de l'électricité et s'achemine vers un tarif qui reflète les coûts. En 2013, le MEMR a relevé les tarifs de 5 % en moyenne en procédant trimestre par trimestre, et en 2014 le gouvernement a annoncé une nouvelle hausse moyenne de près de 13 % qui sera progressivement appliquée au cours de l'année.

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
<p>Dans les provinces où les salaires minimums sont déjà élevés par rapport aux salaires moyens, ne pas les augmenter plus que les gains tendanciels de productivité. Introduire un salaire inférieur au niveau minimum pour les jeunes qui serait directement relié au salaire minimum général. Réduire les indemnités de licenciement trop généreuses et assouplir les procédures de licenciement sur le marché du travail formel. En contrepartie, introduire des allocations de chômage, éventuellement associées à des comptes individuels d'assurance-chômage.</p>	<p>Aucune mesure n'a été notifiée.</p>
<p>Renforcer le contrôle de l'application des droits de propriété intellectuelle.</p>	<p>Aucune mesure n'a été notifiée.</p>
<p>Rendre les informations rassemblées par l'agence du crédit accessibles à toutes les institutions financières non bancaires.</p>	<p>L'Association indonésienne des services financiers (APPI), en collaboration avec PT Pemeringkat Efek Indonesia (Pefindo), PT Telkom Sigma, CIC (Credit Information Center) Indonesia et PT Pegadaian, ont décidé de créer une agence, appelé PT Pefindo Biro Kredit, qui communiquera des données telles qu'un rapport d'évaluation de la solvabilité des emprunteurs (renseignements et profil de l'emprunteur). Ces informations pourront être consultées par des institutions financières non bancaires. L'autorisation d'exercice a été accordée par l'Autorité des services financiers (Otoritas Jasa Keuangan, OJK) le 5 août 2014. PT Pefindo Biro Kredit devrait être pleinement opérationnel au troisième trimestre de 2015.</p>
<p>Supprimer les exonérations d'impôt accordées aux entreprises de capital-risque pour soutenir l'investissement dans certaines branches d'activité et la limitation à 85 % des participations étrangères dans ces entreprises.</p>	<p>À l'heure actuelle, l'Indonésie n'accorde pas spécifiquement d'exonérations d'impôt aux entreprises de capital-risque. Cela étant, en vertu de l'article 4, alinéa 3 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu, les dividendes ou les bénéfices distribués perçus par ou revenant aux entreprises à responsabilité limitée, coopératives, entreprises appartenant à un État, entreprises appartenant à une collectivité locale, considérées comme résidentes du fait de leur participation au capital d'une entreprise constituée et domiciliée en Indonésie ne sont plus exonérées d'impôt sauf si : les dividendes versés proviennent de reports à nouveau et si les entreprises à responsabilité limitée et les entreprises appartenant à un État ou à une collectivité locale percevant les dividendes détiennent au moins 25 % du capital libéré total d'une entreprise constituée et domiciliée en Indonésie.</p>

Recommandations de l'Étude	Mesures prises depuis la dernière Étude
<p>Étendre la conditionnalité des programmes de garantie de ressources à la fréquentation d'un établissement d'enseignement secondaire. Augmenter les transferts par élève au titre du Fonds de soutien aux activités scolaires (BOS) dans les régions reculées et aider les élèves issus de milieux défavorisés ou accroître les transferts monétaires soumis à des conditions de ressources.</p>	<p>L'allocation BOS a été transférée aux établissements secondaires et son montant dépend du nombre d'élèves dans chaque école. Le BOS permet aux élèves pauvres de ne pas payer de frais de scolarité. Le coût unitaire du BOS en 2014 s'élevait à 1 000 000 IDR par élève et par an, et a été porté à 1 200 000 IDR l'année suivante, soit une hausse de 20 %.</p> <p>Le programme d'aide financière aux élèves défavorisés (BSM) couvre les dépenses personnelles. En 2014, il était réservé aux seuls élèves pauvres, mais a été étendu l'année suivante aux élèves menacés de pauvreté. Ce programme aide non seulement les élèves défavorisés qui sont scolarisés, mais également les enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école. Ce programme a été rebaptisé « Program Indonesia Pintar » (PIP)..</p>
<p>Retirer l'éducation formelle de la liste négative des investissements.</p>	<p>Aucune mesure n'a été notifiée.</p>
<p>Encourager le financement des études supérieures à l'aide de prêts étudiants.</p>	<p>Aucune mesure n'a été notifiée.</p>
<p>Créer un fonds national pour la formation et regrouper les ressources allouées à la formation pour les rediriger vers leur utilisation le plus rentable.</p>	<p>Aucune mesure n'a été notifiée.</p>
<p>Préciser les responsabilités de l'État dans l'aide aux petites entreprises. Évaluer régulièrement l'efficacité des programmes existants, supprimer les mesures inefficaces et réorienter les ressources vers les dispositifs les plus rentables.</p>	<p>Des évaluations régulières de l'efficacité des activités publiques sont menées afin de réduire les inefficacités et ainsi d'assurer le bon usage du budget. Il s'agit désormais de calculer les primes versées aux salariés en fonction de leurs résultats et d'améliorer les dispositifs d'autonomisation des PME et des coopératives.</p>
<p>Réexaminer l'efficacité des politiques destinées à encourager la formation de groupes d'entreprises, à réserver certains secteurs d'activité aux seules petites entreprises et à exiger des investisseurs directs étrangers qu'ils établissent des partenariats avec les PME locales.</p>	<p>Diverses améliorations du cadre institutionnel, opérationnel et financier continuent d'être mises en œuvre dans les coopératives. À l'avenir, les efforts d'autonomisation porteront sur les coopératives dans le domaine de l'agriculture, de la pêche et des PME, afin d'appuyer la vision et la mission du gouvernement.</p>

Résumé des chapitres

Chapitre 1. Des politiques en faveur d'une croissance inclusive et durable

L'Indonésie a obtenu de très bons résultats en matière de réduction de la pauvreté, dont l'incidence a été divisée par deux au cours des vingt dernières années. Néanmoins, presque 30 millions d'Indonésiens vivent toujours en dessous du seuil national de pauvreté, dont la majorité dans des zones rurales et dans certaines provinces. Pour qu'il soit possible de continuer à aider ces populations à sortir de la pauvreté et de la vulnérabilité économique, l'action publique doit viser en priorité à susciter une croissance forte, inclusive et durable. L'instauration d'une croissance favorable aux pauvres peut rendre plus aisé le processus de convergence économique en facilitant le redéploiement des travailleurs du secteur agricole, à faible productivité, vers l'industrie et les services. Pour autant qu'elle mette en place les fondamentaux adéquats, comme un système éducatif bien conçu et inclusif, des infrastructures efficaces et un environnement macroéconomique stable, l'Indonésie aura devant elle des décennies de forte croissance en vertu de la convergence économique avec les pays frontières. Une telle évolution a le potentiel d'aider des millions de personnes à sortir de la pauvreté sans accentuer les inégalités de revenus. De plus, l'Indonésie sera ainsi bien placée pour aborder la phase suivante, celle de la croissance tirée par l'innovation, lui permettant ainsi de se hisser aux rangs des pays à haut revenu. Par ailleurs, les programmes existants de réduction de la pauvreté sont devenus de plus en plus efficaces, mais des ressources supplémentaires sont nécessaires, et l'efficacité pourrait être encore améliorée, notamment grâce à un meilleur ciblage. La distribution des revenus est devenue sensiblement plus inégale au cours de la dernière décennie et il conviendra de ne pas perdre cet élément de vue lors de la formulation des politiques en faveur de la croissance.

Chapitre 2. Exploiter au mieux les ressources naturelles

L'Indonésie dispose de ressources naturelles abondantes, mais leur exploitation est rendue difficile par la géographie particulière du pays qui se conjugue au manque d'infrastructures de transport. De plus, l'absence d'investissement, le protectionnisme et la complexité de l'environnement réglementaire sont autant de facteurs qui empêchent ce secteur d'atteindre son plein potentiel. L'agriculture pâtit de la faiblesse de la productivité, du sous-investissement, des incertitudes entourant les droits de propriété des terres, de réglementations commerciales peu judicieuses, de mesures inadéquates de soutien aux produits de première nécessité et de restrictions sur les participations étrangères. La productivité des agriculteurs indonésiens pourrait être stimulée par différentes mesures visant à encourager la diversification des cultures, favoriser la coopération entre les petits propriétaires et les grandes exploitations et alléger les contraintes pesant sur l'investissement étranger. Les combustibles fossiles ont pris une place centrale dans la politique énergétique de l'Indonésie et représentent aujourd'hui sa principale source de revenus d'exportation. La montée des préoccupations environnementales, au plan intérieur comme international, qui vient s'ajouter à la diminution des prix du charbon et à la révolution en cours liée au gaz de schiste, appellent à s'interroger sur la viabilité d'une telle stratégie. L'Indonésie pourrait accroître son efficacité énergétique et continuer à développer le gaz pour combler le déficit jusqu'à pouvoir disposer de suffisamment d'énergies renouvelables, notamment géothermique. Le contrôle de l'industrie pétrolière exercé par l'État via l'entreprise publique Pertamina devrait être progressivement réduit. Clarifier, rationaliser et simplifier la réglementation dans les secteurs de l'énergie et des minéraux, en particulier du point de vue des droits fonciers et du traitement terrestre, et lever les restrictions pesant sur les participations étrangères contribueront à attirer les investissements si nécessaires. Les pressions exercées sur l'environnement par l'exploitation des ressources naturelles devraient être allégées par une augmentation de la

part du gaz et des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique, par une définition adéquate des droits de propriété et des réglementations relatives aux terrains boisés et par la mise en place d'un prix implicite du carbone positif. Il conviendrait de consacrer des ressources plus importantes à la lutte contre les exploitations minières et la déforestation illégales.

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDR), qui est chargé de l'examen de la situation des pays.

La situation économique et les politiques de l'Indonésie ont été évalués par le Comité le 23 février 2015. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le mars 2015.

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Petar Vujanovic et Richard Dutu sous la direction de Peter Jarrett. Anne Legendre a apporté une aide à la recherche.

L'Étude précédente de l'Indonésie a été publiée en septembre 2012.

Pour plus d'informations

Pour plus d'informations à propos de cette Synthèse, veuillez contacter :

Peter Jarrett, courriel : peter.jarrett@oecd.org ;
tél : +33 1 45 24 86 97 ; ou
Petar Vujanovic, courriel : petar.vujanovic@oecd.org ;
tél : +33 1 45 24 17 42 ; ou
Richard Dutu, courriel : richard.dutu@oecd.org ;
tél : +33 1 45 24 14 20.

Voir également : www.oecd.org/eco/surveys/economic-survey-indonesia.htm

Comment obtenir cette publication

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne : www.oecd.org/librairie.

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : www.oecdilibrary.org.

Études économiques

Études économiques : Les *Études économiques* examinent les économies des pays membres et, de temps en temps, certains pays non membres. Il y a environ 18 études réalisées chaque année. Elles sont disponibles individuellement ou par abonnement. Pour plus d'informations, veuillez consulter la section des périodiques de la librairie en ligne de l'OCDE à l'adresse Internet suivante : www.oecd.org/librairie.

Perspectives économiques de l'OCDE : Pour plus d'informations concernant cette publication, veuillez visiter le site Internet de l'OCDE : www.oecd.org/eco/perspectiveseconomiques.

Réformes économiques : Objectif croissance : Pour plus d'informations concernant cette publication, veuillez visiter le site Internet de l'OCDE : www.oecd.org/eco/objectifcroissance.

Pour plus d'informations : De plus amples renseignements concernant les travaux du Département des affaires économiques de l'OCDE, y compris des informations sur d'autres publications, des données statistiques et des documents de travail sont disponibles pour téléchargement sur le site Internet à l'adresse : www.oecd.org/eco-fr.

Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE : www.oecd.org/eco/workingpapers.

Travail de l'OCDE sur l'Indonésie : www.oecd.org/Indonésie.